

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
des collectivités locales*

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau du financement des transferts
de compétences

Note d'information du 10 janvier 2017 relative aux compensations financières des transferts de compétences inscrites dans la loi de finances initiale pour 2017

NOR : INTB1700185N

Référence :

Loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017.

Pièces jointes :

Fiche relative aux montants de la compensation financière de chacun des transferts opérés depuis 2005.

Annexe 1. – Tableaux récapitulant les montants des droits à compensation pour les régions métropolitaines sous forme de TICPE.

Annexe 2. – Tableaux récapitulant les montants des droits à compensation pour les régions d'outre-mer (DGD).

Annexe 3. – Tableaux récapitulant les montants des droits à compensation pour les départements sous forme de TSCA et de TICPE.

Annexe 4. – Tableaux récapitulatifs des mesures de compensation ouvertes en 2017 sous forme de DGD pour les régions métropolitaines, les départements, les communes et leurs groupements.

Annexe 5. – Répartition de la compensation de la nouvelle prime d'apprentissage.

Annexe 6. – Tableau récapitulatif des décrets de transfert de services.

Cette présente note, dont il vous appartient de transmettre les éléments pour information aux exécutifs régionaux et départementaux, présente les montants de compensation financière retenus par la loi de finances initiale (LFI) pour 2017 pour les collectivités territoriales concernées par les transferts de compétences prévus principalement par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et par les réformes réglementaires intervenues ultérieurement dans le champ des compétences transférées (fiche relative à la compensation financière des charges transférées depuis 2005 et ses annexes).

*Le directeur général des collectivités locales
à Mesdames et Messieurs les préfets de départements et de régions de métropole et d'outre-mer.*

Cette note et ses annexes retracent l'intégralité des mesures inscrites en loi de finances initiale (LFI) pour 2017 en matière de transferts de compétences. Elle présente les différents vecteurs de compensation financière, ainsi que les montants de compensation financière, expliqués et commentés, que recevront à compter de 2017 les départements, les régions, certaines communes et groupements de collectivités territoriales, au titre notamment de chaque compétence transférée entre 2005 et 2016 sur le fondement de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL), de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Pour information, le bilan des travaux annuels de la commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC) ne figure plus au sein de cette note, mais sera inséré dans le rapport d'activité annuel de cette commission.

Je vous remercie de bien vouloir transmettre les éléments de la présente note aux présidents de conseils départementaux et aux présidents de conseils régionaux.

Bien entendu, mes services (dgcl-sdflae-fl5-secretariat@interieur.gouv.fr ; tél. : 01 49 27 43 97) restent à votre disposition pour vous apporter tous les éléments d'information complémentaires qui vous paraîtraient utiles.

Fait le 10 janvier 2017.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*

B. DELSOL

**FICHE relative aux montants de la compensation financière
de chacun des transferts opérés depuis 2005**

Au titre des transferts de compétences intervenus depuis la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL), les charges nouvelles transférées en 2017, compensées par des fractions de taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE), s'élèvent dans la LFI pour 2017 (article 34), hors compensation du RSA, à 29,03 M€, dont 28,728 M€ pour les régions métropolitaines et 0,301 M€ pour les départements.

En conséquence, la LFI pour 2017 prévoit le transfert, hors régions d'outre-mer, de 6,317 Md€ dont 2,823 Md€ sous forme de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) et de TICPE aux départements et 3,494 Md€ sous forme de TICPE aux régions métropolitaines pour la compensation des charges transférées entre 2005 et 2017.

Compensation LRL (TICPE/ TSCA)			
Tranche	Départements	Régions	Total
2005	136 686 719 €	453 090 589 €	589 777 309 €
2006	126 395 562 €	583 961 422 €	710 356 984 €
2007	1 013 252 455 €	1 308 319 554 €	2 321 572 009 €
2008	1 099 723 799 €	609 240 012 €	1 708 963 811 €
2009	322 476 888 €	222 708 723 €	545 185 610 €
2010	85 523 570 €	37 763 098 €	123 286 668 €
2011	17 869 250 €	7 047 306 €	24 916 556 €
2012	13 059 382 €	1 650 662 €	14 710 044 €
2013	4 296 897 €	3 483 385 €	7 780 282 €
2014	2 314 876 €	1 484 745 €	3 799 621 €
2015	623 678 €	211 930 154 €	212 553 833 €
2016	242 908 €	25 240 637 €	25 483 545 €
2017	301 459 €	28 727 918 €	29 029 377 €
Total	2 822 767 444 €	3 494 648 205 €	6 317 415 649 €

Les régions d'outre-mer percevront quant à elles 146,45 M€ sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD), au titre de la compensation des compétences transférées, portant ainsi le montant total de la compensation des transferts issus des lois LRL, MAPTAM et NOTRe à plus de 6,463 Md€¹.

I. – MODALITÉS ET COMPENSATION FINANCIÈRE DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES PAR ANNÉE

Cette compensation s'effectue au moyen de trois vecteurs différents :

- la fiscalité d'État : la TICPE pour les transferts de compétences aux régions métropolitaines et la TSCA, complétée à compter de 2008 par la TICPE, pour les transferts de compétences aux départements ;
- la DGD : pour compenser certains transferts aux régions d'outre-mer, ainsi que des transferts spécifiques, en particulier ceux bénéficiant à des groupements de collectivités territoriales ;
- les crédits budgétaires des ministères.

Les modalités de la compensation aux départements :

À l'origine de la mise en œuvre de la loi LRL, les transferts aux départements ont été principalement compensés par un transfert de fiscalité, notamment une fraction de taux de la TSCA afférente aux véhicules terrestres à moteur (au taux de 18 %). Le calcul de la fraction de TSCA revenant à chaque département s'effectue à partir de l'assiette 2004 de la TSCA.

Toutefois, cette taxe n'étant plus suffisante pour financer la totalité des compétences transférées depuis 2005, la LFI pour 2008 a attribué aux départements la TSCA afférente aux contrats incendie et navigation, dont le rendement a été respectivement en 2004 de 517,4M€ et de 21,3 M€, ainsi qu'en complément une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), remplacée désormais par la TICPE. Depuis, les nouvelles tranches de compensation versées aux départements sont financées par majoration des fractions de TICPE transférées.

¹ Auquel s'ajoutent certaines compensations versées sous forme de crédits budgétaires (ports, domaine public fluvial, etc.), détaillées au point 6.2 (cf. *infra*).

Cette compensation par transfert de fractions de TSCA et de TICPE aux départements est mise en œuvre par le III de l'article 52 de la LFI pour 2005, qui est modifié chaque année pour ajuster les fractions en fonction des nouvelles charges à compenser.

Les compensations résultant du transfert du RMI et de la généralisation du RSA sont également assurées par le transfert aux départements et à la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon d'une part du produit de la TICPE², en application respectivement des articles 59 de la LFI pour 2004 et 51 de la LFI pour 2009.

Enfin, la mise en œuvre du RSA à Mayotte à compter du 1^{er} janvier 2012, dans les conditions définies par l'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011, donne également lieu au versement au département de Mayotte d'une compensation sous forme de fraction de produit de TICPE, en application de l'article 39 de la LFI pour 2012.

Les modalités de la compensation aux régions :

Il est attribué aux régions une fraction de tarif de la TICPE afin de financer les transferts de compétences prévus depuis la loi LRL. Depuis 2006, les régions perçoivent une recette calculée non plus en fonction des consommations nationales de carburant enregistrées sur l'ensemble du territoire, mais sur la base des consommations de carburant constatées sur chaque territoire régional. Entre 2007 et 2016, les régions ont ainsi été autorisées à moduler, sous certaines limites et conditions, les fractions régionales de tarif de TIPP (devenue TICPE).

L'article 89 de la LFR pour 2016 supprime, à compter du 1^{er} janvier 2017, ce dispositif dit de « modulation loi relative aux libertés et responsabilités locales » et procède à l'affectation d'une fraction de tarif de 1,77 €/hL applicable aux supercarburants et de 1,15 €/hL applicable au gazole vendus aux consommateurs finals sur leur territoire.

De cette façon, est assurée la conformité du droit français avec l'article 19 de la directive 2003/96 du conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, sans que cette suppression ne remette en cause les modalités de calcul du droit à compensation des régions définies à l'article 40 de la LFI pour 2006.

La TICPE n'étant pas perçue dans les régions d'outre-mer, les transferts effectués au profit des régions d'outre-mer à ce titre demeurent donc compensés sous forme de DGD.

Par ailleurs, le X de l'article 2 de la LFR pour 2015 prévoit que les transferts de compétences prévus par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et par la loi NOTRe du 7 août 2015³ sont compensés aux régions sous forme de TICPE calculée en fonction des consommations nationales de carburant enregistrées sur l'ensemble du territoire. Ainsi, pour ces transferts uniquement, les régions d'outre-mer perçoivent, à compter de 2016, à l'instar des régions métropolitaines, une fraction de produit de TICPE.

Vous trouverez aux annexes 1 à 3 des tableaux récapitulatifs des montants de compensation transférés sous forme de TSCA et de TICPE aux départements, de TICPE aux régions métropolitaines et de DGD aux régions d'outre-mer. Ces tableaux sont présentés par tranche annuelle et par collectivité territoriale.

Chaque tranche correspond en principe à l'année d'entrée en vigueur des transferts entraînant le transfert des ressources. Toutefois, lorsque des transferts ont été financés en gestion, par les ministères décentralisateurs, la première année *n* du transfert, ils figurent dans les tableaux au titre de l'année *n* + 1, première année au cours de laquelle ils ont été financés par un transfert de TICPE ou de TSCA.

II. – LES PRINCIPALES MESURES DE LA LFI POUR 2017

1. Compensation aux régions du transfert au 1^{er} janvier 2017 du dispositif NACRE prévu par la loi NOTRe du 7 août 2015

L'article 7 de loi NOTRe du 7 août 2015 transfère aux régions la charge du financement des actions d'accompagnement et de conseil organisées avant la création ou la reprise d'une entreprise et pendant les trois années suivantes. Par nature compensables, les montants provisionnels consacrés par l'État à ces mesures sont attribués aux régions, sur la base de la moyenne des dépenses provisoires avant le transfert, étant entendu que le montant définitif devra ultérieurement prendre en compte la dépense constatée durant les trois années qui précèdent le transfert (2014-2016).

Ce montant provisionnel s'élève à 22 042 557 €⁴ et fait l'objet d'une inscription en LFI 2017 sous forme de TICPE (article 34).

² Cette part est toutefois distincte de la « TICPE-LRL » évoquée *supra*.

³ Il s'agit principalement du transfert à compter du 1^{er} juillet 2015 des services chargés de la gestion des fonds et programmes européens et du transfert, à compter du 1^{er} janvier 2016, des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS).

⁴ Dont 1 647 012 € sont issus des frais de gestion de l'Agence de services et de paiements (ASP).

2. Compensation aux régions du transfert des services chargés de la gestion des fonds et programmes européens prévu par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014

L'article 78 de la loi MAPTAM prévoit le transfert aux régions des services chargés de la gestion des fonds européens pour la période 2014-2020. Les deux premières vagues de transferts définitifs, au 1^{er} juillet 2015 et au 1^{er} janvier 2016, ont eu lieu conformément aux dispositions du décret n° 2015-783 du 29 juin 2015. La LFI pour 2017 (article 34) prévoit désormais la compensation financière pour la 3^e vague, soit les transferts définitifs au 1^{er} juillet 2017.

La compensation financière qui en découle prend en compte certaines catégories de charges (frais de fonctionnement, postes vacants, fractions d'emploi, agents titulaires et non titulaires, action sociale) dans les conditions suivantes :

- la compensation est calculée conformément aux dispositions de la loi MAPTAM et aux principes retenus par la commission consultative sur l'évaluation des charges ;
- les personnels dont la rémunération était en partie financée par l'État avec les crédits de l'assistance technique sont transférés avec ces crédits : les dépenses effectuées par l'État en tant qu'autorité de gestion des fonds européens s'entendent donc nettes des crédits de l'assistance technique ;
- les personnels ayant exercé leur droit d'option (intégration ou maintien en détachement) sont compensés au coût réel. La compensation financière des fractions d'emplois, emplois disparus ou devenus vacants s'effectue sur la base du coût en pied de corps ;
- la méthode d'évaluation de la compensation financière due au titre des frais de fonctionnement s'effectue sur la base d'une évaluation des frais de fonctionnement des services, hors loyers, exprimée en ratios moyens (€/ETP) nationaux. Un ratio moyen national est déterminé par chaque employeur dont des effectifs sont à transférer.

La compensation prévue au titre de 2017 s'élève à 2,394 M€. Elle est allouée aux régions métropolitaines et d'outre-mer au titre :

- des postes devenus vacants en 2016 et des agents ayant exercé leur droit d'option avant le 31 août 2016, dans les services chargés de la gestion des fonds européens transférés au 1^{er} juillet 2015 et au 1^{er} janvier 2016 ;
- des dépenses des services chargés de la gestion des fonds européens transférés au 1^{er} janvier 2017 (frais de fonctionnement, postes vacants intermédiaires, fractions d'emploi, agents non titulaires, agents ayant opté avant le 31 août 2016).

3. Compensation des réformes réglementaires des formations sanitaires

Postérieurement au transfert des formations sanitaires aux régions, depuis le 1^{er} juillet 2005, certaines de ces formations ont été réformées par voie réglementaire. Les charges nouvelles résultant des différentes réformes opérées (notamment l'alignement des formations sur le système universitaire « LMD ») font systématiquement l'objet d'une compensation financière, en application de l'article L. 1614-2 du code général des collectivités territoriales. Pour une présentation exhaustive de ces réformes et des modalités de calcul des compensations accordées, vous pouvez consulter les instructions antérieures relatives aux compensations financières des transferts de compétences inscrites en lois de finances.

La LFI pour 2017 ajuste la compensation provisionnelle accordée aux régions au titre de la réforme « LMD » du cursus de masseur-kinésithérapeute, issu de l'arrêté du 2 septembre 2015.

La formation des masseurs-kinésithérapeutes sous format LMD, qui permet la reconnaissance du diplôme au niveau licence (depuis la promotion 2015-2016), génère des charges nouvelles pour les régions et donne donc lieu à une compensation financière, selon une méthode définie antérieurement à l'occasion de la requalification d'autres diplômes de formations sanitaires en diplômes LMD. Ces modalités de calculs examinées lors de la CCEC du 10 janvier 2017 conduisent à un ajustement, de + 1 891 406 € versé en LFI pour 2017 aux régions, au titre de la seconde année universitaire au format du nouveau diplôme. Cette compensation provisionnelle fera l'objet d'une révision ultérieure afin de prendre en compte la réalité des charges nouvelles effectives au sein des instituts de formations de masseurs-kinésithérapeutes (IFMK) et aboutir ensuite à la fixation d'un droit à compensation définitif par arrêté interministériel.

Par ailleurs, s'agissant de la 1^{re} année de formation universitaire⁵, les montants attribués aux régions d'outre-mer (DGD ROM), inscrits en LFR 2016 font l'objet d'une consolidation en LFI 2017 pour un montant de 20 206 € (cf. annexe 2).

4. Compensation aux régions du transfert partiel au 1^{er} janvier 2016 de la gestion des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS) prévu par la loi NOTRe 7 août 2015

Le transfert des agents des CREPS de l'État vers les conseils régionaux est prévu au 1^{er} janvier 2017. La LFI pour 2017 compense ainsi les premières dépenses liées à ce transfert.

⁵ Une première compensation provisionnelle de 1 345 237 € est inscrite parallèlement en LFR 2016 afin de prendre en compte la 1^{re} année universitaire de formation sous format LMD (cf. instruction relative aux compensations financières des transferts de compétences inscrites dans la loi de finances rectificative pour 2016).

Par ailleurs, la publication du décret du 1^{er} août 2016 relatif à la date et aux modalités de transfert définitif des services ou parties de services des CREPS permet le lancement du transfert juridique des agents de l'État aux conseils régionaux. Une première campagne d'option des agents a eu lieu avant le 31 août 2016. Cette campagne d'option donne lieu à l'inscription des crédits de compensation correspondant en LFI 2017. Il est à noter que plusieurs CREPS⁶ ne sont pas couverts par ce décret. Ils sont pris en compte par un second décret, publié le 22 décembre 2016, qui permet une première campagne d'option des agents concernés en août 2017. Cette campagne d'option sera compensée en LFI 2018.

La loi de finances pour 2017 compense d'ores et déjà les dépenses suivantes :

- pour l'ensemble des CREPS: transfert des agents non-titulaires de droit public: 79,46 ETP pour un montant de 2,08 M€; transfert des agents non-titulaires de droit privé: 47,02 ETP pour un montant de 0,40 M€; vacations: 0,06 M€;
- pour les CREPS couverts par le décret du 1^{er} août 2016 uniquement: titulaires ayant opté pour l'intégration: 72,61 ETP pour un montant de 2,39 M€; titulaires ayant opté pour le détachement: 8 ETP pour un montant de 0,33 M€; action sociale des optants: 0,02 M€.

Il est donc inscrit un montant de compensation sous forme de TICPE de 5,28 M€ pour les régions.

5. L'actualisation de la compensation financière aux régions des primes d'apprentissage prévues à l'article L.6243-1 du code du travail

L'article L.6243-1 du code du travail prévoit le versement de primes d'apprentissage par les conseils régionaux aux employeurs d'apprentis de moins de onze salariés.

Ce dispositif, modifié par l'article 140 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, a remplacé l'ancienne indemnité compensatrice forfaitaire (ICF) en incluant un dispositif transitoire de compensation pour les contrats conclus avant le 1^{er} janvier 2014.

La compensation par l'État des nouvelles primes à l'apprentissage aux régions a fait, durant la période transitoire, l'objet d'arrêtés annuels précisant la répartition des montants entre l'ancien dispositif ICF et les nouvelles dispositions de primes⁷.

À compter de 2017, le montant de la compensation concerne uniquement la nouvelle prime pour l'apprentissage et est basé sur le nombre d'apprentis au 30 décembre 2013, conformément aux dispositions de compensation prévues à l'article 40 de la loi du 29 décembre 2013, soit 230 813 apprentis. La compensation étant fixée à 1 000 € par apprenti, elle s'établit donc à 230,8 M€ répartis entre les régions, inscrits en LFI 2017 sous forme de TICPE (cf. annexe 5).

La fixation définitive de ce montant et le projet d'arrêté de compensation correspondant seront examinés par la CCEC, au cours de l'année 2017.

6. Les compensations des transferts de services – tranche 2017

Les nouvelles compensations inscrites en tranche 2017 sous forme de TICPE au profit des collectivités territoriales portent sur les transferts de personnels en provenance du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer (MEEM) (hors transfert des services chargés de la gestion des fonds européens, traité *supra*).

L'année 2017 est en effet marquée par la compensation des postes d'ouvriers des parcs et ateliers (OPA) chargés des parcs de l'équipement, au titre de la 3^e campagne de droit d'option et suite à l'extinction de la période d'option.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des compensations ouvertes en tranche 2017 sous forme de TICPE au titre des transferts des services de l'équipement, réparties par « millésime » de services transférés, par objet et par niveau de collectivité, qui s'élèvent au total à 0,303 M€.

COMPENSATION DES TRANSFERTS DES PERSONNELS DE L'ÉQUIPEMENT – TRANCHE 2017 EN M€				
Année et type de service transféré	Objet de la compensation	Départements	Régions	Groupements de communes
Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3 ^e campagne de droit d'option	54 269 €		
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction de la période d'option	58 902 €		
Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3 ^e campagne de droit d'option	120 782 €	331 €	
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction de la période d'option	68 498 €	331 €	
TOTAL tous transferts de service		302 452 €	662 €	

⁶ CREPS des régions Grand-Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Hauts-de-France et Réunion.

⁷ Pour 2016, l'arrêté du 18 octobre 2016 (JO du 7 décembre 2016) a fixé ce montant à 233 722 729 €.

Vous trouverez la décomposition de ces compensations et de celles des précédentes tranches, par nature (agents non titulaires, optants, vacants, action sociale, formation...), au sein des annexes n° 1 à 3 (TICPE régions, DGD ROM et TICPE départements) qui présentent les charges compensées par date de transfert des services considérés.

Il est rappelé que, par convention, les compensations relatives aux postes devenus vacants l'année N sont inscrites en année pleine en tranche N des annexes n° 1 à 3, bien que dans les faits, l'année de la vacance de poste, la compensation est versée *prorata temporis* et n'est versée en année pleine qu'à compter de l'exercice N + 1.

7. Les compensations gérées sous forme de crédits budgétaires

7.1. La reconduction en 2017 des montants 2016 des dotations de fonctionnement et d'investissement

Hors mesures nouvelles détaillées ci-dessous, les montants 2016 de la DGD mentionnée à l'article L. 1614-4 du CGCT, de la DGD allouée à la collectivité territoriale de Corse, de la DRES et de la DDEC sont reconduits pour 2017.

Toutefois, il convient d'ores et déjà de signaler qu'en application du II de l'article 149 de la LFI pour 2017, le vecteur de compensation budgétaire que constitue la DGD allouée à la collectivité territoriale de Corse (dotation de continuité territoriale non comprise) sera remplacé à compter de 2018 par une fraction du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée.

Par ailleurs, seules les dotations de compensation spécifiques à certaines collectivités d'outre-mer continuent à bénéficier d'une indexation annuelle (*cf. infra*).

7.2. Les mesures nouvelles de compensation inscrites aux programmes de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT)

Une nouvelle nomenclature budgétaire est entrée en vigueur en 2015 pour simplifier la structuration en 4 programmes de la mission RCT. Ainsi, les crédits de la DGD sont désormais ventilés au sein de la mission sur les 2 programmes suivants :

- 119 - Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements ;
- 122 - Concours spécifiques et administration, regroupant notamment les dotations outre-mer.

Les crédits des programmes 119 et 122 connaissent une majoration de leur montant en 2017 par rapport à 2016, en raison de la compensation de transferts de charges prenant effet au 1^{er} janvier 2017.

Le tableau de synthèse ci-après fait apparaître les variations des crédits budgétaires de compensation par rapport à l'an dernier.

Vous trouverez en annexe n° 4 des tableaux récapitulant les montants et l'objet des mesures nouvelles 2017 de compensation aux régions métropolitaines (tableau 1 de cette annexe), départements (tableau 2), communes et groupements de communes (tableau 3) versées sous forme de DGD. A noter que les mesures nouvelles 2017 ne se rattachent pas toutes à la « tranche 2017 », car certaines d'entre elles ajustent des compensations dues au titre d'exercices antérieurs.

Les transferts qui donnent lieu à une compensation sous forme de DGD sont intégrés dans les crédits de chaque programme :

- la compensation aux collectivités territoriales et à leurs groupements des dépenses d'investissement et de fonctionnement résultant du transfert des ports départementaux (article 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) et des ports d'intérêt national (article 30 de la loi LRL) : son montant en valeur 2016 est égal à 52 186 268 €. Ces crédits ont été majorés de 1 026 269 € en LFI pour 2017 au titre de la compensation des transferts de postes d'OPA devenus vacants entre 2015 et 2016 ou ayant exercé leur droit d'option au 1^{er} janvier 2016 et au 1^{er} janvier 2017 (ainsi que des dépenses d'action sociale afférentes). Le montant total s'élève ainsi à 53 212 537 € ;
- la compensation aux collectivités territoriales et à leurs groupements des dépenses résultant du transfert des aérodromes (article 28 de la loi LRL) : son montant en valeur 2016 est égal à 3 962 759 €. Ces crédits ont été majorés de 74 371 € en LFI pour 2017 au titre de la compensation des transferts de postes d'OPA devenus vacants en 2015 ou ayant exercé leur droit d'option au 1^{er} janvier 2016 (ainsi que des dépenses d'action sociale afférentes). Le montant total s'élève ainsi à 4 037 130 € ;
- la compensation aux communes et à leurs groupements du transfert des voies d'eau (article 32 de la loi LRL et articles L. 3113-1 à L. 3113-4 du code général de la propriété des personnes publiques) ou des services ou parties de services chargés des portions du domaine public fluvial transférées fait l'objet depuis 2012 d'un concours spécifique de la DGD, dit « domaine public fluvial » : ce concours a été abondé de 283 788 € par la LFI pour 2017 au titre du transfert, au 1^{er} janvier 2015, du domaine public fluvial de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes à l'Institut interdépartemental du bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN). Ces crédits portent sur la compensation des transferts de postes devenus vacants ou des agents ayant exercé leur droit d'option au 1^{er} janvier 2016 et au 1^{er} janvier 2017. Le montant de ce concours de la DGD est ainsi porté à 2 002 781 € en 2017.

Sont par ailleurs majorées en LFI pour 2017, sur le programme 119:

- la DGD de droit commun des départements au titre de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'État, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité. Les transferts d'agents entre l'État et les départements ont ainsi abouti à la majoration de la DGD d'un montant de 183 748 €;
- au titre de la DGD versée aux régions d'outre-mer en compensation des transferts de services des parcs de l'équipement transférés en 2011 (25 473 €) et en compensation des charges induites dans le domaine des formations sanitaires (20 206 €) (*cf.* annexe n° 2).

Depuis 2009, plusieurs dotations spécifiques propres à certaines collectivités d'outre-mer relèvent de la mission RCT sur le programme 122. Il s'agit, au titre des dotations de compensation de transfert de compétences, de la dotation globale de compensation (DGC) de la Nouvelle-Calédonie et de la DGC de la Polynésie française.

Au regard des contraintes spécifiques à ces territoires, ces dotations font l'objet de règles d'indexation particulières:

- la DGC de Nouvelle-Calédonie évolue comme la somme du taux prévisionnel de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) et de la moitié du taux d'évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume de l'année en cours, sous réserve qu'il soit positif (ce taux d'évolution est de 1,75 % pour 2017), sauf pour la partie de la dotation qui compense les charges d'investissement dans les lycées, qui évolue quant à elle chaque année dans la même proportion que la variation de la moyenne sur 4 trimestres de l'indice du coût de la construction en Nouvelle-Calédonie (ce taux s'élève à 0,5306 % pour 2017); la DGC de la Nouvelle-Calédonie s'élève en 2016 à 51 135 901 €, après indexation des compensations déjà inscrites;
- la DGC de Polynésie française évolue selon la DGF.

CRÉDITS DE LA MISSION « RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES » consacrés au financement des transferts de compétences, répartis par programme						
	Crédits ouverts en LFI 2016			Montants LFI 2017		
	AE	CP	CP	AE	CP	CP
Mesures nouvelles LFI 2017						
AE	AE	CP	CP	AE	AE	CP
Programme 119 – DGD des communes – Action 02						
DGD - concours SCHS	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €	
DGD - concours entretien voirie nationale ville de Paris	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €	
DGD - concours transfert monuments historiques	565 962 €	565 962 €	565 962 €	565 962 €	565 962 €	
DGD - concours élaboration documents d'urbanisme	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €	
DGD - concours pour le financement du transfert des compétences prévu à l'article L.631-7-1 du CCH	479 598 €	479 598 €	479 598 €	479 598 €	479 598 €	
Total action 02	130 308 258 €	130 308 258 €	130 308 258 €	130 308 258 €	130 308 258 €	0 €
Programme 119 – DGD des départements – Action 04						
DGD départements	265 153 924 €	265 153 924 €	265 153 924 €	265 337 672 €	265 337 672 €	183 748 €
Total action 04	265 153 924 €	265 153 924 €	265 153 924 €	265 337 672 €	265 337 672 €	183 748 €
Programme 119 – DGD des régions – Action 05						
DGD droit commun	588 440 256 €	588 440 256 €	588 494 139 €	588 494 139 €	588 494 139 €	53 883 €
ROM (Formation professionnelle, LMD IADE, parcs)						53 883 €
DGD Corse	277 132 433 €	277 132 433 €	277 132 433 €	277 132 433 €	277 132 433 €	
DGD STIF	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €	
Total action 05	993 674 895 €	993 674 895 €	993 728 778 €	993 728 778 €	993 728 778 €	53 883 €
Programme 119 – DGD concours particuliers – Action 06						
DGD ACOTU	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €	
DGD ports maritimes	52 186 268 €	52 186 268 €	53 212 537 €	53 212 537 €	53 212 537 €	1 026 269 €
DGD bibliothèques	80 421 426 €	80 421 426 €	80 421 426 €	80 421 426 €	80 421 426 €	
DGD aérodromes	3 962 759 €	3 962 759 €	4 037 130 €	4 037 130 €	4 037 130 €	74 371 €
DGD Domaine public fluvial	1 718 993 €	1 718 993 €	2 002 781 €	2 002 781 €	2 002 781 €	283 788 €
Total action 06	226 174 859 €	226 174 859 €	227 559 287 €	227 559 287 €	227 559 287 €	1 384 428 €
TOTAL P. 119	1 615 311 936 €	1 615 311 936 €	1 616 933 995 €	1 616 933 995 €	1 616 933 995 €	1 622 060 €
Programme 122 – Concours spécifiques et administration (* avec indexation)						
DGC Nouvelle-Calédonie	50 378 593 €	50 378 593 €	51 135 901 €	51 135 901 €	51 135 901 €	
DGC Polynésie française	1 002 451 €	1 002 451 €	1 002 451 €	1 002 451 €	1 002 451 €	
DGC Saint-Martin	4 433 739 €	4 433 739 €	4 433 739 €	4 433 739 €	4 433 739 €	
TOTAL P. 122	55 814 783 €	55 814 783 €	56 572 091 €	56 572 091 €	56 572 091 €	0 €
TOTAL dotations de compensation	1 671 126 719 €	1 671 126 719 €	1 673 506 087 €	1 673 506 087 €	1 673 506 087 €	1 622 060 €

8. La compensation du revenu de solidarité active pour 2017 et le fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI)

Le montant du droit à compensation alloué au titre du RSA est désormais définitif. Il a été fixé par arrêté du 21 janvier 2013 pour la métropole et par arrêté du 5 septembre 2014 pour les départements d'outre-mer, les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et les collectivités d'outre-mer (COM).

Compte tenu des ajustements à opérer en loi de finances pour faire concorder le droit à compensation définitif constaté par arrêté et les montants effectivement alloués au titre de la compensation du RSA, un dispositif d'échelonnement des reprises a été mis en œuvre depuis la LFI 2014 (*cf.* instruction du 6 janvier 2014).

L'article 34 de la LFI pour 2017 clôt la mise en œuvre de ce dispositif d'échelonnement avec la reprise pour la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon d'un montant de – 1 310 € afin de solder la somme restant due à l'État après le vote de la LFI pour 2014.

Par ailleurs, la LFI pour 2017 comprend la réforme des critères de répartition de la 3^e part du fonds et proroge ce dernier de manière illimitée (article 50).

En l'espèce, l'article 89 de la LFI pour 2017 modifie l'article L. 3334-16-2 du CGCT afin de rendre plus incitative la 3^e part du FMDI, dite «part insertion» et encourager ainsi les départements dans leurs actions d'insertion.

Cette part, initialement répartie entre les départements sur la base du nombre de contrats aidés conclus en faveur des bénéficiaires du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-1 du code de l'action sociale et des familles, est désormais scindée en trois sous-enveloppes :

- première sous-enveloppe, répartie sur la base des dépenses des départements au titre du revenu de solidarité active (35 % de la part) ;
- deuxième sous-enveloppe, répartie en fonction du nombre de contrats aidés conclus en faveur des bénéficiaires du revenu de solidarité active (55 % de la part en 2017, cette fraction étant réduite de 10 % chaque année jusqu'à atteindre 0 % en 2023) ;
- troisième sous-enveloppe, répartie en fonction de l'effort du département en matière de cofinancement des contrats aidés (10 % de la part en 2017, cette fraction étant augmentée de 10 % chaque année, pour atteindre 65 % en 2023).

La liste des contrats aidés pris en compte est également revue :

- contrats à durée déterminée mentionnés aux articles L. 5132-5 (insertion par l'activité économique en entreprise), L. 5132-11-1 (insertion par l'activité économique en association) et L. 5132-15-1 du code du travail (ateliers et chantiers d'insertion) ;
- contrats d'accompagnement dans l'emploi mentionnés à l'article L. 5134-20 du même code ;
- contrats initiative-emploi mentionnés à l'article L. 5134-65 du même code ;
- emplois d'avenir mentionnés à l'article L. 5134-112 du même code.

Les contrats comptabilisés restent ceux conclus en faveur de bénéficiaires du revenu de solidarité active.

9. L'ajustement de la DGF au titre de la recentralisation sanitaire

La mise en œuvre de la recentralisation sanitaire prévue à l'article 71 de la loi du 13 août 2004, complétée par l'article 100 de la LFR pour 2004, dispose que les départements qui renonceront à l'exercice de cette compétence verront la part «dotation de compensation» de leur dotation globale de fonctionnement réduite d'un montant égal au droit à compensation établi sur la base de l'exploitation des comptes administratifs des départements de 1983, actualisé en valeur 2005. Compte tenu des choix de désengagement initialement opérés par 64 départements, le montant de la réfaction a été de 42,8 M€ dès 2006, soit 47,457 M€ en valeur 2016.

En outre, la loi prévoit que «la dénonciation de ces conventions entraîne à partir de l'année suivante une réduction de la DGF d'un montant égal à la DGD attribuée lors du transfert initial de compétence en direction des départements actualisée du taux d'évolution cumulé de la DGD jusqu'à l'année suivant celle de la dénonciation».

Entre 2007 et 2016, 27 départements ont décidé de mettre fin à tout ou partie des compétences en matière de prévention sanitaire qu'ils exerçaient par délégation, ce qui représentait une réfaction supplémentaire de 26,914 M€, après indexation sur les taux DGF de 2008 à 2016.

En 2017, 6 départements ont souhaité mettre un terme à tout ou partie des compétences exercées par délégation en matière de prévention sanitaire. Le montant de la réfaction sur la DGF inscrite en LFI 2017, au titre de ces nouvelles renonciations, s'élève à 2 178 440 €, soit la répartition suivante :

DÉPARTEMENT RENONÇANT À EXERCER LEURS COMPÉTENCES AU 1 ^{ER} JANVIER 2016/RÉFACTION EN LFI 2017							
	Tuberculose	MST	Cancer	Vaccinations	Autre (dont lèpre)	Total réfaction en valeur 2005	Total réfaction valeur 2016
Alpes-Maritimes (06)	415 362					415 362 €	446 475 €
Eure-et-Loir (28)	562 865				70 270	633 135 €	680 561 €
Indre-et-Loire (37)				216 565		216 565 €	232 787 €
Lot (46)	179 014			80 530		259 544 €	278 985 €
Orne (61)	241 707					241 707 €	259 812 €
Pyrénées-Atlantiques (64)				260 320		260 320 €	279 820 €
Total							2 178 440 €

Ainsi, la réfaction sur la DGF des départements concernés à ce titre en 2017 s'élève désormais à 84,788 M€ (en valeur 2017).

ANNEXES

ÉLÉMENTS D'EXPLICATIONS SUR LA PRÉSENTATION DES COMPENSATIONS INSCRITES DANS CHAQUE TRANCHE DES ANNEXES N^{OS} 1, 2 ET 3

La légende des différentes modalités d'inscription des montants de compensation figurant dans ces annexes se lit ainsi :

- d'une part, apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêtés interministériels, qu'ils soient d'ores et déjà publiés ou en passe de l'être après avoir été approuvés par la CCEC ;
- d'autre part, apparaissent en italique les montants qui ont été modifiés de manière pérenne par la LFI pour 2017 ou la LFR pour 2016 et qui diffèrent dès lors de ceux figurant dans la note du 7 janvier 2016 relative aux compensations issues de la LFI pour 2016.

En outre, le montant des compensations des tranches 2005 à 2009 figurant respectivement dans les annexes n^{OS} 1, 2 et 3 est décomposé par nature dans mes circulaires des 29 décembre 2008, 31 décembre 2009, 31 décembre 2010, 4 janvier 2013, 6 janvier 2014, 22 janvier 2015 et 7 janvier 2016 ou dans les arrêtés de compensation.

Le montant définitif de la compensation due en 2017 à chaque collectivité correspond à l'addition des tranches 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017.

L'annexe n^o 1 concerne la compensation des transferts aux régions métropolitaines.

L'annexe n^o 2 concerne la compensation des transferts aux régions d'outre-mer.

L'annexe n^o 3 concerne la compensation des transferts aux départements.

Dans l'annexe n^o 2, les montants des tranches 2005 à 2009 sont estimés en « valeur 2017 », c'est-à-dire qu'ils correspondent aux montants des droits à compensation ouverts en loi de finances, puis indexés jusqu'en 2008, dernière année précédant le gel de la DGD. Pour connaître le détail de chaque mesure, il convient de se référer aux circulaires antérieures.

ANNEXE 1

LA COMPENSATION FINANCIÈRE DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES
AUX RÉGIONS (COMPENSATION TSCA ET TICPE)

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total tranche 2007	Total tranche 2008	Total tranche 2009	Total tranche 2010
Alsace	14 396 853 €	7 843 449 €	51 561 437 €	4 212 633 €	1 995 982 €	1 221 484 €
Champagne-Ardenne	9 515 814 €	3 847 326 €	16 948 482 €	33 802 939 €	5 576 142 €	1 722 005 €
Lorraine	20 607 449 €	6 579 593 €	20 703 580 €	39 451 603 €	49 513 107 €	1 310 769 €
Grand-Est	44 520 116 €	18 270 368 €	89 213 499 €	77 467 175 €	57 085 232 €	4 254 259 €
Aquitaine	24 065 747 €	7 911 772 €	54 993 892 €	38 202 891 €	11 113 474 €	1 607 248 €
Limousin	7 000 007 €	2 710 575 €	28 957 081 €	19 351 648 €	3 718 124 €	727 652 €
Poitou-Charentes	9 899 452 €	2 823 213 €	49 783 496 €	15 669 375 €	3 470 654 €	641 553 €
Nouvelle-Aquitaine	40 965 206 €	13 445 560 €	133 734 468 €	73 223 914 €	18 302 252 €	2 976 453 €
Auvergne	9 572 100 €	2 205 817 €	32 981 020 €	20 417 852 €	10 241 655 €	1 485 563 €
Rhône-Alpes	40 358 461 €	12 589 262 €	165 976 819 €	17 791 710 €	9 725 999 €	2 566 109 €
Auvergne - Rhône-Alpes	49 930 560 €	14 795 078 €	198 957 839 €	38 209 562 €	19 967 654 €	4 051 672 €
Bourgogne	11 648 902 €	4 591 977 €	47 912 794 €	13 212 946 €	3 387 153 €	1 722 802 €
Franche-Comté	8 518 699 €	2 737 623 €	18 138 400 €	29 214 075 €	5 771 443 €	960 029 €
Bourgogne - Franche-Comté	20 167 601 €	7 329 600 €	66 051 194 €	42 427 022 €	9 158 595 €	2 682 831 €
Bretagne	22 322 750 €	7 019 345 €	96 045 490 €	12 351 982 €	7 429 427 €	3 017 386 €
Centre - Val de Loire	17 654 607 €	28 436 616 €	12 944 397 €	43 793 367 €	10 261 837 €	1 396 300 €
Ile-de-France	91 677 266 €	434 641 806 €	134 794 541 €	132 777 521 €	42 584 928 €	7 986 570 €
Corse	1 207 338 €	650 738 €	6 722 279 €	6 618 539 €	13 108 773 €	700 566 €
Languedoc-Roussillon	17 729 172 €	6 951 939 €	64 654 791 €	9 916 289 €	2 310 026 €	2 169 026 €
Midi-Pyrénées	17 825 169 €	4 176 230 €	33 862 735 €	62 095 809 €	6 312 960 €	997 041 €
Occitanie	35 554 341 €	11 128 169 €	98 517 526 €	72 012 098 €	8 622 987 €	3 166 067 €
Nord-Pas-de-Calais	33 569 154 €	11 251 864 €	147 067 696 €	11 244 855 €	6 153 079 €	1 902 405 €
Picardie	17 041 535 €	9 028 054 €	38 164 225 €	22 971 010 €	7 490 634 €	959 101 €
Hauts-de-France	50 610 689 €	20 279 918 €	185 231 921 €	34 215 865 €	13 643 713 €	2 861 505 €
Basse-Normandie	12 258 769 €	5 182 758 €	31 608 877 €	24 802 357 €	4 688 877 €	976 321 €
Haute-Normandie	18 308 386 €	9 486 104 €	36 637 914 €	23 835 595 €	2 185 976 €	736 054 €
Normandie	30 567 155 €	14 668 862 €	68 246 791 €	48 637 952 €	6 874 853 €	1 712 375 €
Pays de la Loire	18 368 372 €	5 913 027 €	99 641 507 €	9 594 001 €	5 549 873 €	1 133 750 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29 544 586 €	7 382 333 €	118 218 101 €	17 911 014 €	10 118 598 €	1 823 364 €
Total métropole	453 090 589 €	583 961 422 €	1 308 319 554 €	609 240 012 €	222 708 723 €	37 763 098 €
Guadeloupe						
Martinique						
Guyane						
Réunion						
Total Outre-mer						
Total global	453 090 589 €	583 961 422 €	1 308 319 554 €	609 240 012 €	222 708 723 €	37 763 098 €

TRANCHÉ 2011															
REGIONS	Réforme LMD Infirmier (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (1ère tranche)	Personnels des affaires sociales (ou LRL hors LAV)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)				Services des parcs de rééquipement transférés en 2011		Transfert de l'III domaniale (et fonctionnement du service afférent) (gestion en 2010)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)				Total tranche 2011
				Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Personnels sociaux des personnels ayant opté au 31/08/2010	Agents non titulaires de droit public	Postes vacants 2011	Vacants intermédiaires	Charges de vacations		Charges de vacations	Indemnités de service fait	Vacants intermédiaires	Postes vacants 2011	
Alsace	76 043 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 008 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	404 972 €
Champagne-Ardenne	71 651 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	71 651 €
Lorraine	162 809 €	42 520 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	205 329 €
Grand-Est	310 503 €	42 520 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 008 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	681 952 €
Aquitaine	161 517 €	47 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	209 421 €
Limousin	58 743 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 743 €
Poitou-Charentes	73 064 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	73 064 €
Nouvelle-Aquitaine	293 325 €	47 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 229 €
Auvergne	69 364 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 364 €
Rhône-Alpes	334 630 €	15 022 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	349 652 €
Auvergne - Rhône-Alpes	403 994 €	15 022 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	419 016 €
Bourgogne	98 910 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	98 910 €
Franche-Comté	72 091 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 091 €
Bourgogne - Franche-Comté	171 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	171 001 €
Bretagne	118 163 €	7 184 €	0 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 819 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 250 576 €
Centre - Val de Loire	132 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €
Ile-de-France	722 903 €	36 754 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	759 657 €
Corse	14 272 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 976 €	352 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 600 €
Languedoc-Roussillon	111 231 €	9 538 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	120 769 €
Midi-Pyrénées	108 363 €	0 €	1 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	109 808 €
Occitanie	219 594 €	9 538 €	1 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	230 577 €
Nord-Pas-de-Calais	336 225 €	16 033 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	352 258 €
Picardie	139 859 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	139 859 €
Hauts-de-France	476 083 €	16 033 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 117 €
Basse-Normandie	87 291 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	87 291 €
Haute-Normandie	109 821 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	109 821 €
Normandie	197 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 112 €
Pays de la Loire	127 245 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	127 245 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	223 597 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 597 €
Total métropole	3 410 419 €	174 956 €	1 445 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 819 €	5 976 €	352 €	215 008 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	7 047 306 €
Guadeloupe															
Martinique															
Guyane															
Réunion															
Total Outre-mer															
Total global	3 410 419 €	174 956 €	1 445 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 819 €	5 976 €	352 €	215 008 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	7 047 306 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2016 ou la LFR 2015.

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

REGIONS	TRANCHE 2012										Total tranche 2012	
	Réforme LMD infirmier (3ème tranche)	Réforme LMD AFGSU (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (2ème tranche)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (Voies d'eau Bretagne)				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)		
				Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Postes devenus vacants en 2012		
												Personnels ayant opté au 31/08/2011
Alsace	34 293 €	-52 295 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 917 €	76 279 €	148 194 €	
Champagne-Ardenne	32 317 €	-36 928 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-4 611 €	
Lorraine	73 910 €	-81 803 €	53 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 707 €	
Grand-Est	140 520 €	-171 026 €	53 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 917 €	76 279 €	189 290 €	
Aquitaine	72 550 €	-80 342 €	59 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	51 525 €	
Limousin	26 735 €	-28 047 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-1 312 €	
Poitou-Charentes	32 571 €	-43 823 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-11 252 €	
Nouvelle-Aquitaine	131 856 €	-152 212 €	59 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 961 €	
Auvergne	30 980 €	-35 643 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-4 662 €	
Rhône-Alpes	150 025 €	-170 617 €	18 180 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-2 412 €	
Auvergne - Rhône-Alpes	181 006 €	-206 260 €	18 180 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 074 €	
Bourgogne	45 291 €	-46 744 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-1 454 €	
Franche-Comté	32 714 €	-33 305 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-591 €	
Bourgogne - Franche-Comté	78 005 €	-80 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-2 045 €	
Bretagne	53 664 €	-69 065 €	9 184 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 422 979 €	
Centre - Val de Loire	59 923 €	-66 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-6 513 €	
Ile-de-France	324 674 €	-382 136 €	47 302 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-10 160 €	
Corse	6 602 €	-7 012 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-410 €	
Languedoc-Roussillon	50 835 €	-56 093 €	12 235 €	0 €	0 €	0 €	60 081 €	266 €	0 €	0 €	59 937 €	
Midi-Pyrénées	49 648 €	-60 417 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-6 977 €	
Occitanie	100 483 €	-116 510 €	12 235 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-10 769 €	
Nord-Pas-de-Calais	149 360 €	-151 919 €	20 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-3 793 €	
Picardie	62 424 €	-69 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-6 700 €	
Hauts-de-France	211 784 €	-221 043 €	20 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-9 259 €	
Basse-Normandie	40 001 €	-41 018 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-1 017 €	
Haute-Normandie	48 281 €	-54 340 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-6 059 €	
Normandie	88 282 €	-95 359 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 077 €	
Pays de la Loire	57 691 €	-70 117 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-12 426 €	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	100 667 €	-123 581 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-22 914 €	
Total métropole	1 535 153 €	-1 760 804 €	220 573 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	60 081 €	266 €	89 917 €	76 279 €	1 650 662 €	
Guadeloupe												
Martinique												
Guyane												
Réunion												
Total Outre-mer												
Total global	1 535 153 €	-1 760 804 €	220 573 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	60 081 €	266 €	89 917 €	76 279 €	1 650 662 €	

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2016 ou la LFR 2015.

TRANCHE 2013														
REGIONS	Réforme LMD infirmier (dème tranche)	Réforme LMD infirmier (ajustement de la compensation car prise en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme LMD AFGSU (3ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (3ème tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (1ère tranche)	Réforme LMD anesthésiste (1ère tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (1ère tranche)	Personnels de l'inventaire général du patrimoine culturel		Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)	Total tranche 2013
								Réforme LMD infirmier (ajustement de la compensation car prise en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme LMD AFGSU (3ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (3ème tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (1ère tranche)	Réforme LMD anesthésiste (1ère tranche)		
Alsace	-33 501 €	115 854 €	0 €	0 €	0 €	4 365 €	0 €	30 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	31 752 €	148 470 €
Champagne-Ardenne	-31 611 €	40 204 €	0 €	0 €	0 €	1 786 €	47 032 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 411 €	57 411 €
Lorraine	-77 061 €	102 522 €	-3 215 €	35 966 €	0 €	3 772 €	96 487 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 930 €
Grand-Est	-142 173 €	259 579 €	-3 215 €	35 966 €	0 €	9 923 €	143 499 €	30 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	31 752 €	365 811 €
Aquitaine	-67 986 €	94 068 €	-2 236 €	40 088 €	39 857 €	14 128 €	73 765 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	199 609 €
Limousin	-28 541 €	22 705 €	0 €	0 €	0 €	4 925 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-368 €
Poitou-Charentes	-28 048 €	71 604 €	0 €	0 €	0 €	3 803 €	51 169 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	101 752 €
Nouvelle-Aquitaine	-124 575 €	189 378 €	-2 236 €	40 088 €	39 857 €	22 657 €	124 934 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 994 €
Auvergne	-27 270 €	34 972 €	0 €	0 €	0 €	4 522 €	57 676 €	10 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	79 901 €
Rhône-Alpes	-137 766 €	189 212 €	-1 789 €	12 401 €	0 €	13 619 €	147 665 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	227 344 €
Auvergne - Rhône-Alpes	-165 036 €	223 185 €	-1 789 €	12 401 €	0 €	18 142 €	205 342 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	307 245 €
Bourgogne	-51 071 €	48 923 €	0 €	0 €	0 €	6 830 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 070 €
Bourgogne-Comté	-33 985 €	28 944 €	0 €	0 €	0 €	5 226 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 797 €
Bourgogne - Franche-Comté	-85 056 €	77 867 €	0 €	0 €	0 €	12 056 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 867 €
Bretagne	-56 168 €	112 402 €	-3 769 €	6 128 €	0 €	13 124 €	59 979 €	25 000 €	8 193 €	1 079 754 €	438 697 €	0 €	0 €	1 689 464 €
Centre - Val de Loire	-59 583 €	69 196 €	0 €	0 €	0 €	6 312 €	63 020 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 934 €
Ile-de-France	-303 881 €	180 809 €	-6 430 €	31 479 €	0 €	0 €	208 125 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	131 234 €
Corse	-8 096 €	14 004 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 908 €
Languedoc-Roussillon	-56 365 €	79 831 €	-4 152 €	8 153 €	0 €	2 009 €	72 488 €	2 298 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	104 261 €
Midi-Pyrénées	-56 259 €	79 360 €	0 €	0 €	34 703 €	7 419 €	73 693 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 914 €
Occitanie	-112 625 €	159 190 €	-4 152 €	8 153 €	34 703 €	9 427 €	146 181 €	2 298 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	243 175 €
Nord-Pas-de-Calais	-123 326 €	66 156 €	-3 747 €	13 761 €	0 €	2 221 €	0 €	20 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-22 746 €
Picardie	-54 523 €	43 189 €	0 €	0 €	0 €	5 419 €	50 596 €	2 721 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 400 €
Hauts-de-France	-177 849 €	109 345 €	-3 747 €	13 761 €	0 €	7 639 €	50 596 €	4 891 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 655 €
Basse-Normandie	-45 405 €	50 169 €	0 €	0 €	0 €	7 844 €	51 271 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	63 899 €
Haute-Normandie	-34 765 €	34 849 €	0 €	0 €	0 €	4 504 €	0 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 588 €
Normandie	-80 170 €	85 038 €	0 €	0 €	0 €	12 348 €	51 271 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	73 487 €
Pays de la Loire	-59 423 €	100 199 €	0 €	0 €	1 545 €	0 €	51 700 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	98 612 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-96 704 €	163 866 €	0 €	0 €	0 €	5 884 €	50 984 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 000 €
Total métropole	-1 471 348 €	1 742 056 €	-25 337 €	147 996 €	75 104 €	117 509 €	1 155 631 €	43 376 €	140 000 €	1 079 754 €	438 697 €	31 752 €	0 €	3 483 385 €
Guadeloupe														
Martinique														
Guyane														
Réunion														
Total Outre-mer	-1 471 348 €	1 742 056 €	-25 337 €	147 996 €	75 104 €	117 509 €	1 155 631 €	43 376 €	140 000 €	1 079 754 €	438 697 €	31 752 €	0 €	3 483 385 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2016 ou la LFR 2015.

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

REGIONS	TRANCHE 2014						
	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)						
	Emplois disparus (clause de sauvegarde)	Réforme LMD ergothérapeute (4ème tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (2ème tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (2ème tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (2ème tranche)	Réforme AFGSU sages-femmes	Total tranche 2014
Alsace	32 069 €	0 €	0 €	0 €	3 576 €	5 885 €	41 530 €
Champagne-Ardenne	0 €	0 €	0 €	44 583 €	1 490 €	5 885 €	51 959 €
Lorraine	0 €	-2 580 €	0 €	93 643 €	3 090 €	10 079 €	104 233 €
Grand-Est	32 069 €	-2 580 €	0 €	138 227 €	8 157 €	21 849 €	197 721 €
Aquitaine	0 €	-3 723 €	47 102 €	71 306 €	10 911 €	6 540 €	132 136 €
Limousin	0 €	0 €	0 €	0 €	4 212 €	5 099 €	9 311 €
Poitou-Charentes	0 €	0 €	0 €	48 425 €	2 911 €	5 099 €	56 435 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	-3 723 €	47 102 €	119 731 €	18 033 €	16 738 €	197 882 €
Auvergne	0 €	0 €	0 €	54 980 €	3 867 €	5 492 €	64 339 €
Rhône-Alpes	0 €	-1 489 €	0 €	142 110 €	10 696 €	14 534 €	165 851 €
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	-1 489 €	0 €	197 090 €	14 563 €	20 026 €	230 189 €
Bourgogne	0 €	0 €	0 €	0 €	5 517 €	5 361 €	10 878 €
Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	4 469 €	5 361 €	9 830 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	9 985 €	10 722 €	20 707 €
Bretagne	0 €	-339 €	0 €	57 428 €	10 752 €	8 375 €	76 216 €
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	0 €	60 339 €	5 171 €	5 623 €	71 133 €
Ile-de-France	0 €	-1 489 €	0 €	200 959 €	0 €	20 038 €	219 507 €
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Languedoc-Roussillon	0 €	-417 €	0 €	69 905 €	1 623 €	10 603 €	81 714 €
Midi-Pyrénées	0 €	0 €	41 656 €	71 275 €	5 992 €	6 016 €	124 939 €
Occitanie	0 €	-417 €	41 656 €	141 180 €	7 614 €	16 619 €	206 652 €
Nord-Pas-de-Calais	0 €	-558 €	0 €	0 €	1 899 €	10 734 €	12 075 €
Picardie	0 €	0 €	0 €	48 035 €	4 633 €	6 671 €	59 339 €
Hauts-de-France	0 €	-558 €	0 €	48 035 €	6 532 €	17 405 €	71 414 €
Basse-Normandie	0 €	0 €	0 €	48 602 €	6 336 €	5 099 €	60 036 €
Haute-Normandie	0 €	0 €	0 €	0 €	3 758 €	5 623 €	9 381 €
Normandie	0 €	0 €	0 €	48 602 €	10 094 €	10 722 €	69 417 €
Pays de la Loire	0 €	0 €	1 902 €	49 008 €	0 €	8 768 €	59 677 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	0 €	48 950 €	4 544 €	10 734 €	64 228 €
Total métropole	32 069 €	-10 596 €	90 660 €	1 109 547 €	95 446 €	167 619 €	1 484 745 €
Guadeloupe							
Martinique							
Guyane							
Réunion							
Total Outre-mer							
Total global	32 069 €	-10 596 €	90 660 €	1 109 547 €	95 446 €	167 619 €	1 484 745 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2016 ou la LFR 2015.

REGIONS	TRANCHÉE 2015											Service des équipements transférés en 2011		Total tranchée 2015		
	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014											Compensation des dépenses d'équipement sociale				
	Systèmes LMD d'électroradiologie médicale (dernière tranchée)	Réforme LMD infirmier anesthésiste diplômé (dernière tranchée)	Réforme LMD podologue (dernière tranchée)	CFM du Mans (Transfert de compétence de l'Institut technique européen des musiques (ITEMM du Mans) au 1er janvier 2015)	Dépenses de fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 30/06/2015)	Fractions d'emploi	Postes devenus vacants en 2015	Personnels titulaires ayant opté pour le droit d'option (option avant le 31/08/2015)	Personnels titulaires ayant opté pour le droit d'option (option avant le 31/08/2015)	Personnels titulaires ayant opté pour le droit d'option (option avant le 31/08/2015)		Dépenses d'équipement sociale OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'équipement sociale
Alsace	0 €	-2 237 €	0 €	9 683 761 €	0 €	5 592 €	0 €	65 716 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 752 832 €
Champagne-Ardenne	33 753 €	-1 099 €	0 €	3 488 740 €	0 €	16 439 €	0 €	32 565 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 668 353 €
Lorraine	76 104 €	-1 939 €	0 €	6 266 197 €	0 €	28 597 €	0 €	176 415 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 818 880 €
Grand-Est	109 857 €	-5 226 €	0 €	21 438 197 €	0 €	50 627 €	0 €	328 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 037 866 €
Aquitaine	67 267 €	-3 714 €	0 €	11 897 124 €	0 €	75 406 €	60 222 €	116 914 €	0 €	127 001 €	0 €	39 926 €	309 €	0 €	0 €	12 441 154 €
Limousin	0 €	-3 463 €	0 €	6 988 906 €	0 €	44 062 €	25 099 €	109 810 €	0 €	127 005 €	0 €	1 501 €	154 €	0 €	0 €	7 382 874 €
Poitou-Charentes	36 473 €	-1 628 €	0 €	4 582 869 €	0 €	28 093 €	61 856 €	73 439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 781 085 €
Nouvelle-Aquitaine	93 731 €	-8 802 €	0 €	23 469 899 €	0 €	147 551 €	147 177 €	226 724 €	0 €	75 748 €	0 €	39 926 €	462 €	0 €	0 €	24 605 123 €
Auvergne	42 350 €	-3 180 €	0 €	5 578 270 €	0 €	24 076 €	0 €	188 389 €	0 €	0 €	0 €	75 262 €	0 €	0 €	0 €	5 633 905 €
Rhône-Alpes	112 844 €	-4 524 €	0 €	22 544 540 €	0 €	16 948 €	41 490 €	73 439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 764 534 €
Auvergne - Rhône-Alpes	154 891 €	-7 704 €	0 €	28 122 810 €	0 €	41 024 €	41 490 €	271 828 €	0 €	0 €	0 €	75 262 €	0 €	0 €	0 €	28 624 439 €
Bourgogne	0 €	-3 082 €	0 €	3 903 398 €	0 €	23 780 €	35 559 €	161 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 120 900 €
Franche-Comté	0 €	-3 676 €	0 €	2 021 720 €	0 €	56 553 €	130 747 €	337 167 €	26 621 €	0 €	0 €	0 €	277 €	0 €	0 €	2 644 131 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	-6 756 €	0 €	5 925 119 €	0 €	80 333 €	166 106 €	488 612 €	26 621 €	0 €	0 €	0 €	277 €	0 €	0 €	6 163 031 €
Bretagne	44 532 €	-6 725 €	0 €	8 373 008 €	0 €	27 516 €	25 496 €	73 439 €	41 650 €	119 479 €	0 €	58 426 €	257 €	0 €	0 €	8 899 001 €
Centre - Val de Loire	47 105 €	-3 234 €	0 €	7 119 360 €	0 €	27 310 €	0 €	228 645 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 480 696 €
Ile-de-France	160 833 €	0 €	0 €	33 074 311 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 235 144 €
Corse	0 €	0 €	0 €	258 826 €	0 €	12 112 €	0 €	40 581 €	0 €	31 525 €	0 €	0 €	462 €	0 €	65 €	344 862 €
Langues-Roussillon	55 746 €	-906 €	0 €	10 603 015 €	0 €	32 276 €	39 600 €	117 569 €	0 €	78 026 €	0 €	306 €	306 €	0 €	0 €	11 026 379 €
Midi-Pyrénées	67 322 €	-3 347 €	0 €	13 711 140 €	0 €	46 014 €	35 559 €	266 974 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 198 018 €
Occitanie	113 097 €	-4 235 €	0 €	24 314 155 €	0 €	76 290 €	74 959 €	414 343 €	0 €	78 026 €	0 €	0 €	308 €	0 €	0 €	25 224 396 €
Nord-Pas-de-Calais	0 €	-1 561 €	0 €	14 667 258 €	0 €	30 690 €	23 532 €	45 989 €	0 €	39 976 €	66 327 €	813 €	813 €	0 €	0 €	14 856 323 €
Picardie	36 540 €	-3 808 €	0 €	6 304 221 €	0 €	36 408 €	38 302 €	262 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 605 428 €
Hauts-de-France	36 540 €	-5 371 €	0 €	20 971 479 €	0 €	67 098 €	61 834 €	308 537 €	0 €	39 976 €	66 327 €	813 €	813 €	0 €	0 €	21 761 750 €
Basse-Normandie	36 795 €	-3 539 €	0 €	4 308 945 €	0 €	11 118 €	0 €	19 415 €	0 €	0 €	0 €	33 226 €	616 €	0 €	0 €	4 413 761 €
Hauts-Normandie	0 €	-2 670 €	0 €	7 774 865 €	0 €	73 781 €	17 616 €	437 999 €	33 460 €	40 588 €	0 €	924 €	924 €	0 €	0 €	8 276 384 €
Normandie	36 795 €	-6 209 €	0 €	12 084 009 €	0 €	84 699 €	17 616 €	457 114 €	33 460 €	40 588 €	0 €	924 €	924 €	0 €	0 €	12 790 128 €
Pays de la Loire	37 102 €	0 €	1 362 €	9 628 830 €	608 894 €	37 421 €	128 158 €	94 264 €	0 €	52 487 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 796 260 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38 528 €	-1 540 €	0 €	9 281 506 €	0 €	43 650 €	47 764 €	294 363 €	0 €	52 487 €	0 €	462 €	0 €	0 €	0 €	9 798 932 €
Total métropole	873 380 €	-55 830 €	65 571 €	203 867 408 €	608 894 €	697 831 €	710 800 €	3 428 289 €	107 731 €	437 838 €	317 905 €	5 648 €	148 472 €	205 589 €	1 304 €	211 188 935 €
Guadeloupe						36 631 €	30 276 €	145 479 €	49 212 €	0 €	0 €	50 026 €	0 €	0 €	0 €	264 800 €
Martinique						13 561 €	57 332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	70 893 €
Guyane						55 952 €	23 637 €	271 085 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	393 844 €
Réunion						2 639 €	0 €	38 953 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 592 €
Total Outre-mer						111 982 €	111 247 €	416 664 €	49 212 €	0 €	0 €	50 026 €	0 €	0 €	0 €	771 820 €
Total global	873 380 €	-55 830 €	65 571 €	203 867 408 €	608 894 €	809 814 €	821 547 €	3 844 882 €	150 944 €	437 838 €	317 905 €	5 648 €	192 746 €	205 589 €	1 304 €	211 930 154 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2016 ou la LFR 2015.

REGIONS	TRANCHE 2016													Réforme LMD pénitentiaire (même tranche)	Réforme LMD pénitentiaire (différente tranche)	Total tranche 2016
	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ART)	Compensation des intermittents (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des personnels titulaires pour le détachement lors d'option (avant le 31/01/2016)	Dépenses d'action sociale des titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2016	Personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option (avant le 31/01/2016)	Personnels titulaires pour le détachement lors d'option (avant le 31/01/2016)	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Loi NOTRe	Transfert de compétences de la loi "Terni pac" du 6 mars 2014				
												1ère vague de transfert de la compétence des établissements pénitentiaires au 1er janvier 2016	Nouveaux établissements pénitentiaires			
Alsace	5 678 €	0 €	0 €	72 405 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	831 409 €
Charente-Pyrénées	20 246 €	0 €	0 €	175 032 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	962 600 €
Lorraine	0 €	0 €	0 €	187 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	841 672 €
Grand-Est	31 824 €	0 €	0 €	221 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 048 949 €
Aquitaine	15 139 €	0 €	0 €	221 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 744 505 €
Limousin	0 €	0 €	0 €	103 232 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	350 001 €
Poitou-Charentes	15 125 €	0 €	0 €	324 673 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 295 776 €
Nouvelle-Aquitaine	30 254 €	0 €	0 €	27 910 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 962 369 €
Occitanie	26 316 €	0 €	0 €	38 773 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	662 338 €
Rhône-Alpes	66 261 €	0 €	0 €	386 307 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 353 457 €
Auvergne - Rhône-Alpes	92 579 €	0 €	0 €	386 307 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 215 447 €
Bourgogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 215 033 €
France-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 364 502 €
Bretagne	2 460 €	0 €	0 €	31 537 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	816 231 €
Centre - Val de Loire	13 838 €	0 €	0 €	16 613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	59 598 €
Centre - Val de Loire	39 218 €	0 €	0 €	192 391 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	401 862 €
Ile-de-France	4 658 €	29 802 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 600 760 €
Corse	19 377 €	0 €	0 €	168 731 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 948 €
Langues-Roussillon	20 251 €	0 €	0 €	192 391 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 607 315 €
Midi-Pyrénées	39 868 €	0 €	0 €	301 716 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 286 300 €
Occitanie	39 868 €	0 €	0 €	164 517 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 222 974 €
Nord-Pas-de-Calais	2 529 €	0 €	0 €	164 517 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 171 524 €
Normandie	29 509 €	0 €	0 €	164 517 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 444 €
Picardie	29 509 €	0 €	0 €	164 517 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 811 388 €
Hauts-de-France	11 279 €	0 €	0 €	79 439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	84 709 €
Basse-Normandie	11 279 €	0 €	0 €	79 439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	445 800 €
Haut-Normandie	8 890 €	31 099 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	619 061 €
Normandie	8 890 €	31 099 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 205 351 €
Pays de la Loire	8 890 €	31 099 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 064 882 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	306 907 €	56 861 €	353 377 €	1 728 721 €	38 773 €	1 016 €	46 845 €	60 241 €	264 988 €	8 073 207 €	11 127 804 €	527 445 €	1 225 033 €	-10 532 €	1 243 501 €	24 732 857 €
Total Interpols	5 244 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 044 €
Guadeloupe	19 377 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	150 593 €
Martinique	19 377 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	150 593 €
Mayenne	32 110 €	0 €	0 €	62 378 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	372 177 €
Total Outre-mer	56 995 €	0 €	0 €	124 756 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	567 361 €
Total	363 908 €	56 861 €	353 377 €	1 897 428 €	38 773 €	1 016 €	46 845 €	60 241 €	264 988 €	8 073 207 €	11 127 804 €	527 445 €	-10 532 €	1 243 501 €	1 243 501 €	23 540 837 €

3 109 548 €
1284607,243
1 824 941 €

Apparissent en gras, outre les totaux, les montants déduits de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparissent en italique les montants modifiés par la LFI 2016 ou la LFR 2015.

REGIONS	NACRE (Art 17 Loi NOTRe)	CREPS transféré de service	Réforme LMD masseur-kiné (2ème tranche)	Transfert de la gestion des fonds européens - 3ème vague (transfert au 1er janvier 2017)							Total tranche 2017		
				Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des personnels titulaires pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Compensation des personnels ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction des droits d'option
Alsace	0 €	0 €	56 820 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	56 820 €
Champagne-Ardenne	0 €	0 €	29 120 €	6 383 €			57 828 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 331 €
Lorraine	0 €	0 €	56 820 €	5 823 €	94 973 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	157 616 €
Grand-Est	1 677 444 €	377 379 €	142 760 €	12 206 €	94 973 €		57 828 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 302 590 €
Aquitaine	0 €	0 €	78 128 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 128 €
Limousin	0 €	0 €	46 008 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	46 008 €
Poitou-Charentes	0 €	0 €	42 615 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	42 615 €
Nouvelle-Aquitaine	2 446 634 €	841 729 €	169 751 €	0 €	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 458 114 €
Auvergne	0 €	0 €	56 820 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	56 820 €
Rhône-Alpes	0 €	0 €	138 500 €	4 658 €				0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 158 €
Auvergne - Rhône-Alpes	2 218 209 €	252 226 €	195 320 €	4 658 €	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 670 413 €
Bourgogne	0 €	0 €	56 820 €	13 463 €	33 480 €		101 647 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	205 390 €
Franche-Comté	0 €	0 €	35 513 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 513 €
Bourgogne - Franche-Comté	955 547 €	176 295 €	92 333 €	13 463 €	33 480 €		101 647 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 372 745 €
Bretagne	1 182 594 €	0 €	82 389 €	19 960 €	39 926 €		124 688 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 449 567 €
Centre - Val de Loire	667 688 €	161 119 €	63 923 €	18 911 €	77 934 €		71 207 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 060 662 €
Ile-de-France	2 667 319 €	626 940 €	455 983 €	5 124 €	0 €		6 692 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 762 037 €
Corse	433 175 €	0 €		5 016 €	0 €		67 929 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	506 782 €
Langues-Roussillon	0 €	0 €	70 315 €	7 686 €	33 480 €			65 452 €	154 €	0 €	0 €	0 €	177 067 €
Midi-Pyrénées	0 €	0 €	43 326 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 326 €
Occitanie	2 520 107 €	263 430 €	113 641 €	7 686 €	33 480 €		0 €	0 €	65 452 €	154 €	0 €	0 €	3 003 930 €
Nord-Pas-de-Calais	0 €	0 €	164 069 €	20 961 €				0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 030 €
Picardie	0 €	0 €	36 223 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 223 €
Hauts-de-France	1 818 973 €	38 468 €	200 292 €	20 961 €	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 078 694 €
Basse-Normandie	0 €	0 €	68 184 €	6 055 €				0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 239 €
Haute-Normandie	0 €	0 €	46 167 €					0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	46 167 €
Normandie	1 242 290 €	0 €	114 351 €	6 055 €	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 362 696 €
Pays de la Loire	1 004 885 €	256 446 €	92 333 €	18 935 €	27 948 €		150 992 €	0 €	17 056 €	123 €	0 €	0 €	1 568 717 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 236 893 €	1 329 573 €	139 920 €	28 414 €	73 386 €		40 644 €	0 €	57 816 €	308 €	0 €	0 €	3 906 953 €
Total métropole	21 011 736 €	4 323 603 €	1 862 996 €	161 289 €	381 087 €		621 637 €	0 €	140 324 €	565 €	331 €	0 €	28 503 920 €
Guadeloupe	241 995 €	716 847 €		3 529 €	0 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	962 371 €
Martinique	343 227 €	0 €	14 205 €	3 529 €	0 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	360 961 €
Guyane	28 625 €	0 €		0 €	0 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 625 €
Réunion	416 972 €	242 249 €	14 205 €	24 703 €	65 317 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	763 447 €
Total Outre-mer	1 030 819 €	959 097 €	28 410 €	37 761 €	65 317 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 115 404 €
Total global	22 042 557 €	5 282 700 €	1 891 406 €	199 049 €	446 405 €		621 637 €	0 €	140 324 €	565 €	331 €	0 €	30 619 324 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêtés interministériels (publiés ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2016 ou la LFR 2015.

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total tranche 2007	Total tranche 2008	Total tranche 2009	Total tranche 2010
Auvergne - Rhône-Alpes	49 930 560 €	14 795 078 €	198 957 839 €	38 209 562 €	19 967 654 €	4 051 672 €
Bourgogne - Franche-Comté	20 167 601 €	7 329 600 €	66 051 194 €	42 427 022 €	9 158 595 €	2 682 831 €
Bretagne	22 322 750 €	7 019 345 €	96 045 490 €	12 351 982 €	7 429 427 €	3 017 386 €
Centre - Val de Loire	17 654 607 €	28 436 616 €	12 944 397 €	43 793 367 €	10 261 837 €	1 396 300 €
Corse	1 207 338 €	650 738 €	6 722 279 €	6 618 539 €	13 108 773 €	700 566 €
Grand-Est	44 520 116 €	18 270 368 €	89 213 499 €	77 467 175 €	57 085 232 €	4 254 259 €
Hauts-de-France	50 610 689 €	20 279 918 €	185 231 921 €	34 215 865 €	13 643 713 €	2 861 505 €
Ile-de-France	91 677 266 €	434 641 806 €	134 794 541 €	132 777 521 €	42 584 928 €	7 986 570 €
Normandie	30 567 155 €	14 668 862 €	68 246 791 €	48 637 952 €	6 874 853 €	1 712 375 €
Nouvelle-Aquitaine	40 965 206 €	13 445 560 €	133 734 468 €	73 223 914 €	18 302 252 €	2 976 453 €
Occitanie	35 554 341 €	11 128 169 €	98 517 526 €	72 012 098 €	8 622 987 €	3 166 067 €
Pays de la Loire	18 368 372 €	5 913 027 €	99 641 507 €	9 594 001 €	5 549 873 €	1 133 750 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29 544 586 €	7 382 333 €	118 218 101 €	17 911 014 €	10 118 598 €	1 823 364 €
Total métropole	453 090 589 €	583 961 422 €	1 308 319 554 €	609 240 012 €	222 708 723 €	37 763 098 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	453 090 589 €	583 961 422 €	1 308 319 554 €	609 240 012 €	222 708 723 €	37 763 098 €

REGIONS	TRANCHE 2011														Total tranche 2011				
	Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (1ère tranche)	Personnels des affaires sanitaires et sociales (loi LRL hors LAV)		Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)				Services des parcs de rééquipement transférés en 2011		Transfert de l'ill domaine (et dépenses de fonctionnement du service afférent) (gestion en 2010)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)							
			Application de la clause de sauvegarde au titre des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Agents non titulaires de droit public	Postes vacants 2011	Vacants intermédiaires	Charges de vacations	Charges de vacations		Charges de vacations	Indemnités de service fait	Vacants intermédiaires		Postes vacants 2011			
Auvergne - Rhône-Alpes	403 994 €	15 022 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	419 016 €
Bourgogne - Franche-Comté	171 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	171 001 €
Bretagne	118 163 €	7 184 €	0 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 250 576 €
Centre - Val de Loire	132 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €
Corse	14 272 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	352 €	5 976 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 600 €
Grand-Est	310 503 €	42 520 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	681 952 €
Hauts-de-France	476 083 €	16 033 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 117 €
Ile-de-France	722 903 €	36 754 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	759 657 €
Normandie	197 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 112 €
Nouvelle-Aquitaine	293 325 €	47 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 229 €
Océanie	219 594 €	9 538 €	1 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	230 577 €
Pays de la Loire	127 243 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	127 243 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	223 587 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 587 €
Total métropole	3 410 419 €	174 956 €	1 445 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	0 €	352 €	5 976 €	5 976 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	0 €	0 €	0 €	7 047 306 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	3 410 419 €	174 956 €	1 445 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	352 €	5 976 €	5 976 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 047 306 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

REGIONS	TRANCHE 2012										Total tranche 2012	
	Réforme LMD Infirmier (3ème tranche)	Réforme AFGSU (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (2ème tranche)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)		
				Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Postes devenus vacants en 2012		
Auvergne - Rhône-Alpes	181 006 €	-206 260 €	18 180 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 074 €
Bourgogne - Franche-Comté	78 005 €	-80 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-2 045 €
Bretagne	53 664 €	-69 065 €	9 184 €	1 391 104 €	11 788 €	26 284 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 422 979 €
Centre - Val de Loire	59 923 €	-66 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-6 513 €
Corse	6 602 €	-7 012 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 081 €	266 €	0 €	0 €	59 937 €
Grand-Est	140 520 €	-171 026 €	53 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 917 €	76 279 €	189 230 €
Hauts-de-France	211 784 €	-221 043 €	20 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 485 €
Ile-de-France	324 674 €	-382 136 €	47 302 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-10 160 €
Normandie	88 282 €	-95 359 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 077 €
Nouvelle-Aquitaine	131 856 €	-152 212 €	59 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 981 €
Occitanie	100 483 €	-116 510 €	12 235 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-3 783 €
Pays de la Loire	57 691 €	-70 117 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-12 426 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	100 667 €	-123 581 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-22 914 €
Total métropole	1 535 153 €	-1 760 804 €	220 573 €	1 391 104 €	11 788 €	26 284 €	60 081 €	266 €	89 917 €	76 279 €	0 €	1 650 662 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	1 535 153 €	-1 760 804 €	220 573 €	1 391 104 €	11 788 €	26 284 €	60 081 €	266 €	89 917 €	76 279 €	0 €	1 650 662 €

TRANCHE 2013

REGIONS	Réforme LMD infirmier (4ème tranche)	Réforme LMD (ajustement de la compensation car prise en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme AFGSU (3ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (3ème tranche)	Réforme LMD pédiatre-podologue (1ère tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (1ère tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (1ère tranche)	Personnels de l'inventaire général du patrimoine culturel		Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)	Total tranche 2013	
								Ajustement des compensations au regard du bilan définitif de ce transfert et des arrêtés de compensation publiés	Compensation des personnels des "associatifs" (2ème tranche)	Personnels ayant opté au 26/12/2011 (dernière campagne)	Action sociale des personnels ayant opté au 26/12/2011	Emplois disparus			Postes devenus vacants en 2013
Auvergne - Rhône-Alpes	-165 036 €	223 185 €	-1 789 €	12 401 €	0 €	18 142 €	205 342 €	0 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	307 245 €	
Bourgogne - Franche-Comté	-85 056 €	77 867 €	0 €	0 €	0 €	12 055 €	0 €	6 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 867 €	
Bretagne	-56 168 €	112 402 €	-3 769 €	6 128 €	0 €	13 124 €	59 979 €	6 124 €	25 000 €	1 079 754 €	8 193 €	438 697 €	0 €	1 689 464 €	
Centre - Val de Loire	-59 593 €	69 196 €	0 €	0 €	0 €	6 312 €	63 020 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 934 €	
Corse	-3 096 €	14 004 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 908 €	
Grand-Est	-142 173 €	258 579 €	-3 215 €	35 966 €	0 €	9 923 €	143 499 €	1 480 €	30 000 €	0 €	0 €	31 752 €	0 €	365 811 €	
Hauts-de-France	-177 849 €	109 345 €	-3 747 €	13 781 €	0 €	7 638 €	50 596 €	4 891 €	40 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 655 €	
Ile-de-France	-303 881 €	180 809 €	-6 430 €	31 479 €	0 €	0 €	208 125 €	6 131 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	131 234 €	
Normandie	-80 170 €	85 038 €	0 €	0 €	0 €	12 348 €	51 271 €	0 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	73 487 €	
Nouvelle-Aquitaine	-124 575 €	188 378 €	-2 236 €	40 088 €	38 857 €	22 657 €	124 934 €	7 891 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 994 €	
Occitanie	-112 625 €	159 190 €	-4 152 €	8 153 €	34 703 €	9 427 €	148 181 €	2 298 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	243 175 €	
Pays de la Loire	-59 423 €	100 199 €	0 €	0 €	1 545 €	0 €	51 700 €	4 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	98 612 €	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-96 704 €	163 866 €	0 €	0 €	0 €	5 884 €	50 984 €	3 969 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 000 €	
Total métropole	-1 471 348 €	1 742 058 €	-25 337 €	147 986 €	75 104 €	117 509 €	1 155 631 €	43 376 €	140 000 €	1 079 754 €	8 193 €	438 697 €	31 752 €	3 483 385 €	
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Total global	-1 471 348 €	1 742 058 €	-25 337 €	147 986 €	75 104 €	117 509 €	1 155 631 €	43 376 €	140 000 €	1 079 754 €	8 193 €	438 697 €	31 752 €	3 483 385 €	

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

REGIONS	TRANCHE 2014						
	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)	Réforme LMD ergothérapeute (4ème tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (2ème tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (2ème tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (2ème tranche)	Réforme AFGSU sages-femmes	Total tranche 2014
	Emplois disparus (clause de sauvegarde)						
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	-1 489 €	0 €	197 090 €	14 563 €	20 026 €	230 189 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	9 985 €	10 722 €	20 707 €
Bretagne	0 €	-339 €	0 €	57 428 €	10 752 €	8 375 €	76 216 €
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	0 €	60 339 €	5 171 €	5 623 €	71 133 €
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Grand-Est	32 069 €	-2 580 €	0 €	138 227 €	8 157 €	21 849 €	197 721 €
Hauts-de-France	0 €	-558 €	0 €	48 035 €	6 532 €	17 405 €	71 414 €
Ile-de-France	0 €	-1 489 €	0 €	200 959 €	0 €	20 038 €	219 507 €
Normandie	0 €	0 €	0 €	48 602 €	10 094 €	10 722 €	69 417 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	-3 723 €	47 102 €	119 731 €	18 033 €	16 738 €	197 882 €
Occitanie	0 €	-417 €	41 656 €	141 180 €	7 614 €	16 619 €	206 652 €
Pays de la Loire	0 €	0 €	1 902 €	49 008 €	0 €	8 768 €	59 677 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	0 €	48 950 €	4 544 €	10 734 €	64 228 €
Total métropole	32 069 €	-10 596 €	90 660 €	1 109 547 €	95 446 €	167 619 €	1 484 745 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	32 069 €	-10 596 €	90 660 €	1 109 547 €	95 446 €	167 619 €	1 484 745 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

REGIONS	FRANCHE 2015														Total tranche 2015	
	Transfert de la gestion des fonds européens - 1ère vague (transfert au 1er juillet 2016)															
	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014		Réforme LMD infirmier (3ème et dernière tranche)		Réforme LMD manipulateur d'endoscopie (3ème et dernière tranche)		Réforme LMD anesthésiste (3ème et dernière tranche)		Réforme LMD infirmier (3ème et dernière tranche)		Réforme LMD manipulateur d'endoscopie (3ème et dernière tranche)		Services des Equipements transférés en 2011			
CFAs du Mans	Dépenses de fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/07/2014 et le 30/06/2015)	Fractions d'emploi	Postes devenus vacants en 2015	Personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option (31/08/2015)	Personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (31/08/2015)	Dépenses des personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option	Personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option (31/08/2016)	Personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option (31/08/2016)	Personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option (31/08/2016)	Dépenses des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option		
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	28 122 810 €	41 024 €	41 490 €	0 €	271 628 €	0 €	0 €	0 €	75 262 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 624 439 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	5 925 119 €	80 333 €	106 106 €	72 996 €	488 612 €	26 621 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	277 €	0 €	0 €	6 743 031 €
Bretagne	0 €	8 375 008 €	27 515 €	25 496 €	0 €	73 439 €	41 650 €	119 479 €	0 €	0 €	0 €	58 425 €	0 €	257 €	0 €	8 639 001 €
Centre - Val de Loire	0 €	7 119 360 €	27 310 €	0 €	61 509 €	228 645 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 480 696 €
Corse	0 €	258 828 €	12 112 €	0 €	0 €	40 591 €	0 €	31 525 €	0 €	0 €	0 €	0 €	462 €	0 €	0 €	344 162 €
Grand-Est	0 €	21 438 197 €	50 627 €	0 €	115 885 €	328 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 037 688 €
Hauts-de-France	0 €	20 971 479 €	67 088 €	61 834 €	214 517 €	308 537 €	0 €	39 976 €	66 327 €	0 €	0 €	0 €	813 €	0 €	0 €	21 767 790 €
Ile-de-France	0 €	33 074 311 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 235 144 €
Normandie	0 €	12 084 909 €	84 899 €	17 616 €	39 720 €	457 414 €	33 450 €	40 598 €	0 €	0 €	0 €	0 €	924 €	0 €	0 €	12 790 128 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	23 468 899 €	147 551 €	147 177 €	226 724 €	417 745 €	0 €	75 748 €	0 €	0 €	0 €	136 320 €	1 355 €	462 €	0 €	24 605 123 €
Océanie	0 €	30 215 €	78 290 €	74 959 €	125 288 €	414 343 €	0 €	78 026 €	0 €	0 €	0 €	0 €	308 €	0 €	0 €	25 224 398 €
Pays de la Loire	0 €	9 622 830 €	37 421 €	128 158 €	18 635 €	94 264 €	0 €	0 €	249 578 €	0 €	0 €	0 €	1 016 €	0 €	0 €	10 796 260 €
Provence-Alpes-côte d'Azur	0 €	8 281 506 €	43 650 €	47 764 €	39 720 €	294 383 €	0 €	52 487 €	0 €	0 €	0 €	0 €	462 €	0 €	0 €	8 796 832 €
Total métropole	65 571 €	203 057 408 €	697 837 €	770 000 €	914 993 €	3 428 299 €	107 731 €	437 838 €	311 905 €	148 472 €	192 745 €	205 589 €	5 649 €	1 304 €	655 €	211 158 925 €
Guadeloupe	0 €	0 €	39 651 €	30 279 €	0 €	145 479 €	49 212 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	284 600 €
Martinique	0 €	0 €	13 561 €	57 332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	70 893 €
Guyane	0 €	0 €	55 852 €	23 637 €	43 270 €	271 085 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	393 944 €
Réunion	0 €	0 €	2 639 €	0 €	38 953 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 792 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	111 682 €	111 247 €	82 224 €	416 884 €	49 212 €	0 €	0 €	50 028 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	771 230 €
Total global	65 571 €	203 057 408 €	809 814 €	821 647 €	997 217 €	3 844 882 €	150 944 €	437 838 €	311 905 €	198 438 €	192 745 €	205 589 €	5 649 €	1 304 €	655 €	211 930 154 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définis de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

REGIONS	TRANSCHE 2016													Régime LMD (hors tranche)	Régime LMD (hors tranche)	Total tranche 2016		
	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des postes vacants lors de la 1ère campagne de droit d'option (entre le 01/01/2016 et le 31/08/2016)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2016	Personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Personnels titulaires ayant opté lors de la campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Personnes titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				Loi NOTRe	Transfert de compétences de la loi "Form pcc" du 8 mars 2014
Auvergne - Rhône-Alpes	92.579 €	0 €	59.804 €	386.307 €	38.773 €	1.016 €	13.384 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	717.833 €	728.533 €	0 €	138.819 €	2.215.147 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	563.471 €	728.420 €	0 €	85.671 €	1.354.802 €
Bretagne	2.459 €	0 €	0 €	31.537 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	723.650 €	0 €	59.598 €	816.235 €
Centre - Val de Loire	13.938 €	0 €	53.701 €	16.613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33.811 €	1.874 €	238.602 €	45.454 €	401.682 €
Corse	4.658 €	25.892 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39.843 €
Grand-Est	31.924 €	0 €	0 €	187.827 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2.005.281 €	719.524 €	0 €	101.538 €	3.046.849 €
Hauts-de-France	23.378 €	0 €	0 €	164.817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	816 €	0 €	0 €	0 €	0 €	619.401 €	2.116.165 €	259.783 €	142.459 €	3.511.288 €
Ile-de-France	39.218 €	0 €	159.872 €	192.391 €	0 €	0 €	33.460 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	597.105 €	1.294.392 €	0 €	324.312 €	2.680.750 €
Normandie	11.270 €	0 €	0 €	73.439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	453.611 €	0 €	81.330 €	619.651 €
Nouvelle-Aquitaine	39.264 €	0 €	0 €	324.679 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1.572.349 €	1.579.515 €	0 €	120.733 €	3.682.389 €
Occitanie	39.858 €	0 €	0 €	361.416 €	0 €	0 €	0 €	60.241 €	154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1.462.364 €	1.223.312 €	0 €	80.826 €	3.222.978 €
Pays de la Loire	8.859 €	31.089 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	431 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154.223 €	855.645 €	0 €	65.871 €	1.205.351 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8.576 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1.205.705 €	719.182 €	0 €	89.516 €	2.064.882 €
Total métropole	308.907 €	56.881 €	353.377 €	1.738.721 €	38.773 €	1.016 €	46.845 €	60.241 €	284.988 €	1.868 €	330 €	330 €	0 €	8.872.307 €	11.127.004 €	527.445 €	1.325.033 €	24.732.957 €
Guadeloupe	5.044 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5.044 €
Martinique	19.841 €	0 €	4.255 €	96.330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10.103 €	130.529 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	32.110 €	0 €	0 €	62.376 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	267.517 €	0 €	0 €	10.103 €	372.107 €
Total Outre-mer	56.955 €	0 €	4.255 €	158.706 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	267.517 €	0 €	0 €	20.206 €	507.681 €
Total global	368.902 €	56.881 €	357.631 €	1.897.429 €	38.773 €	1.016 €	46.845 €	60.241 €	284.988 €	1.868 €	330 €	330 €	0 €	9.140.804 €	11.127.004 €	527.445 €	1.345.239 €	25.240.637 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

REGIONS	Total tranche 2016	NACRE (Art.7 Loi RQ78)	CREPS transfert de service	Réforme LMD (2ème tranche)	Transfert de la gestion des fonds européens - 3ème vague (transfert au 1er janvier 2017)							Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Total tranche 2017
					Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (et la 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des personnels titulaires (information lors de la 1ère campagne de droit d'option (option au 31 août 2015))	Compensation des personnels titulaires (opération de détachement de la 1ère campagne de droit d'option (option au 31 août 2015))	Compensation des dépenses d'action personnel OPA, ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action des personnels OPA, ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action des personnels OPA à l'extinction des droits d'option	
Auvergne - Rhône-Alpes	2 215 447 €	2 218 209 €	262 226 €	195 320 €	4 653 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 870 413 €
Bourgogne - Franche-Comté	1 354 802 €	955 847 €	176 295 €	92 333 €	13 403 €	0 €	0 €	33 460 €	101 647 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 372 745 €
Bretagne	816 235 €	1 182 594 €	0 €	82 389 €	19 960 €	0 €	0 €	39 928 €	124 098 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 449 587 €
Centre - Val de Loire	401 882 €	687 688 €	161 119 €	63 923 €	18 811 €	0 €	0 €	77 924 €	71 207 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 080 882 €
Corse	30 943 €	433 175 €	0 €	0 €	5 018 €	0 €	0 €	0 €	87 929 €	0 €	0 €	331 €	0 €	506 782 €
Grand-Est	3 046 849 €	1 617 444 €	377 379 €	142 780 €	12 206 €	0 €	0 €	94 573 €	57 828 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 302 590 €
Hauts-de-France	3 511 288 €	1 918 973 €	38 488 €	200 292 €	20 981 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 078 894 €
Ile-de-France	2 680 750 €	2 687 319 €	626 940 €	456 983 €	5 124 €	0 €	0 €	0 €	6 692 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 762 057 €
Normandie	619 681 €	1 242 280 €	0 €	114 351 €	6 055 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 382 896 €
Nouvelle-Aquitaine	3 562 869 €	2 446 634 €	841 729 €	169 751 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 488 714 €
Occitanie	3 222 978 €	2 520 107 €	263 430 €	113 641 €	7 686 €	0 €	0 €	33 460 €	150 992 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 003 930 €
Pays de la Loire	1 205 351 €	1 004 685 €	286 448 €	92 333 €	18 335 €	0 €	0 €	27 948 €	150 992 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 569 717 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 064 882 €	2 238 893 €	1 320 573 €	139 920 €	28 414 €	0 €	0 €	73 388 €	40 644 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 906 983 €
Total métropole	24 732 897 €	21 017 738 €	4 323 603 €	1 862 986 €	161 288 €	0 €	0 €	381 087 €	621 637 €	0 €	0 €	331 €	0 €	28 503 920 €
Guadeloupe	5 044 €	241 695 €	716 847 €	0 €	3 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	965 371 €
Martinique	130 529 €	343 227 €	0 €	14 205 €	3 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	360 961 €
Guyane	0 €	28 625 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 625 €
Réunion	372 107 €	416 972 €	242 249 €	14 205 €	24 703 €	0 €	0 €	65 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	762 447 €
Total Outre-mer	507 681 €	1 030 819 €	959 897 €	28 410 €	31 761 €	0 €	0 €	65 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 115 404 €
Total global	25 240 577 €	22 042 557 €	5 282 700 €	1 891 406 €	193 049 €	0 €	0 €	446 405 €	621 637 €	0 €	0 €	331 €	0 €	30 619 324 €
Total tranches 2005 à 2017	360 371 741 €													2 870 413 €
	157 607 682 €													1 372 745 €
	166 590 419 €													1 449 587 €
	123 706 838 €													1 080 882 €
	29 976 586 €													506 782 €
	319 632 827 €													2 302 590 €
	334 816 004 €													2 078 894 €
	889 240 822 €													3 762 057 €
	186 813 401 €													1 382 896 €
	316 152 825 €													3 488 714 €
	261 129 104 €													3 003 930 €
	156 043 864 €													1 569 717 €
	200 164 735 €													3 906 983 €
	3 493 148 297 €													28 503 920 €
	1 232 016 €													965 371 €
	562 383 €													360 961 €
	422 669 €													28 625 €
	1 177 366 €													762 447 €
	3 394 314 €													2 115 404 €
	3 496 639 617 €													30 619 324 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définis de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

Compensation LRL (TICPE / TSCA)			
Tranche	Départements	Régions	Total
2005	136 686 719 €	453 090 589 €	589 777 309 €
2006	126 395 562 €	583 961 422 €	710 356 984 €
2007	1 013 252 455 €	1 308 319 554 €	2 321 572 009 €
2008	1 099 723 799 €	609 240 012 €	1 708 963 811 €
2009	322 476 888 €	222 708 723 €	545 185 610 €
2010	85 523 570 €	37 763 098 €	123 286 668 €
2011	17 869 250 €	7 047 306 €	24 916 556 €
2012	13 059 382 €	1 650 662 €	14 710 044 €
2013	4 296 897 €	3 483 385 €	7 780 282 €
2014	2 314 876 €	1 484 745 €	3 799 621 €
2015	623 678 €	211 930 154 €	212 553 833 €
2016	242 908 €	25 240 637 €	25 483 545 €
2017	302 452 €	30 619 324 €	30 921 776 €
Total	2 822 768 436 €	3 496 539 611 €	6 319 308 048 €

La compensation financière des transferts de compétences aux départements (compensation par TSCA et TIPP)

Départements	Tranche 2005	Tranche 2006	Tranche 2007	Tranche 2008	Tranche 2009	Tranche 2010	Tranche 2011	Tranche 2012	Tranche 2013
Ain	866 429 €	7 993 €	12 303 991 €	10 838 027 €	4 156 447 €	1 604 529 €	108 400 €	35 385 €	182 094 €
Aisne	1 516 216 €	346 544 €	7 967 242 €	10 515 700 €	4 883 563 €	1 545 021 €	54 864 €	0 €	334 729 €
Allier	666 669 €	100 553 €	8 232 287 €	10 070 980 €	1 235 182 €	946 411 €	159 482 €	179 061 €	0 €
Alpes-de-Haute-Provence	653 078 €	58 465 €	3 474 500 €	6 424 787 €	3 872 814 €	794 729 €	132 163 €	100 425 €	70 071 €
Hautes-Alpes	284 101 €	74 203 €	3 813 493 €	4 127 441 €	2 056 757 €	1 103 445 €	66 648 €	77 488 €	89 951 €
Alpes-Maritimes	2 324 176 €	961 823 €	19 737 116 €	18 499 480 €	2 637 062 €	452 571 €	24 837 €	264 067 €	0 €
Ardèche	545 132 €	188 386 €	7 873 055 €	9 346 237 €	2 322 278 €	674 876 €	146 961 €	29 203 €	36 212 €
Ardennes	724 398 €	-145 316 €	6 600 368 €	9 671 146 €	739 464 €	528 444 €	152 789 €	0 €	0 €
Ariège	717 236 €	41 171 €	2 545 801 €	5 234 604 €	1 924 824 €	309 063 €	143 799 €	128 761 €	0 €
Aube	750 210 €	360 092 €	6 134 249 €	10 618 149 €	1 749 094 €	572 068 €	199 090 €	0 €	0 €
Aude	877 177 €	131 977 €	8 693 997 €	10 261 090 €	328 825 €	168 204 €	105 016 €	118 957 €	0 €
Aveyron	580 128 €	285 295 €	6 109 418 €	11 350 862 €	1 680 956 €	1 348 368 €	128 661 €	143 402 €	48 039 €
Bouches-du-Rhône	6 163 488 €	2 810 095 €	34 088 528 €	18 066 329 €	3 170 325 €	271 980 €	252 482 €	0 €	0 €
Calvados	1 646 374 €	593 460 €	11 001 224 €	8 853 809 €	6 242 636 €	2 957 098 €	57 492 €	0 €	200 365 €
Cantal	468 476 €	170 440 €	3 672 681 €	3 809 997 €	4 398 883 €	3 355 135 €	288 897 €	93 702 €	27 400 €
Charente	839 535 €	128 758 €	3 259 850 €	11 297 984 €	1 489 461 €	171 401 €	136 118 €	8 481 €	228 742 €
Charente-Maritime	1 264 670 €	204 333 €	10 666 558 €	13 182 429 €	1 911 877 €	752 186 €	322 678 €	358 590 €	30 209 €
Cher	957 401 €	213 163 €	6 232 718 €	8 349 564 €	1 052 757 €	906 022 €	97 048 €	234 504 €	47 564 €
Corrèze	569 924 €	146 013 €	6 251 785 €	10 912 377 €	2 108 962 €	649 230 €	39 324 €	78 400 €	35 315 €
Corse-du-Sud	431 508 €	0 €	219 821 €	4 274 759 €	467 899 €	396 831 €	271 422 €	54 098 €	74 515 €
Haute-Corse	463 790 €	0 €	217 354 €	4 673 376 €	300 504 €	141 908 €	21 833 €	0 €	30 618 €
Côte-d'Or	1 314 833 €	625 382 €	12 495 577 €	15 180 647 €	1 179 629 €	181 188 €	58 447 €	560 586 €	32 979 €
Côtes-d'Armor	1 127 285 €	217 312 €	9 571 342 €	12 624 167 €	1 547 091 €	227 807 €	332 165 €	38 014 €	39 759 €
Creuse	563 316 €	-46 027 €	1 661 053 €	4 914 714 €	3 800 650 €	692 521 €	147 516 €	273 891 €	61 108 €
Dordogne	859 406 €	262 950 €	7 262 221 €	9 514 578 €	2 449 142 €	808 784 €	544 683 €	32 663 €	0 €
Doubs	1 265 642 €	182 459 €	7 888 336 €	12 713 519 €	1 760 261 €	334 582 €	94 133 €	0 €	0 €
Drôme	1 007 017 €	652 093 €	8 145 323 €	12 250 602 €	867 489 €	115 900 €	113 946 €	136 097 €	0 €
Eure	856 937 €	-38 784 €	8 529 910 €	13 540 883 €	3 647 781 €	365 227 €	207 861 €	29 203 €	182 740 €
Eure-et-Loir	947 199 €	346 881 €	6 239 106 €	8 989 256 €	5 049 560 €	1 587 150 €	213 185 €	127 313 €	0 €
Finistère	1 749 063 €	636 491 €	11 073 310 €	13 166 926 €	1 790 465 €	438 387 €	379 048 €	0 €	73 208 €
Gard	1 873 387 €	454 418 €	13 953 338 €	11 506 269 €	1 083 212 €	472 932 €	175 329 €	344 275 €	160 242 €
Haute-Garonne	2 269 987 €	387 390 €	24 516 855 €	16 381 761 €	1 260 954 €	858 077 €	183 690 €	305 176 €	77 594 €
Gers	487 185 €	-12 499 €	2 916 646 €	8 491 746 €	808 522 €	35 505 €	55 519 €	197 240 €	30 209 €
Gironde	3 123 992 €	1 846 410 €	14 260 934 €	23 262 752 €	6 907 876 €	305 281 €	276 539 €	226 019 €	0 €
Hérault	2 703 037 €	804 855 €	16 518 876 €	12 195 142 €	2 502 081 €	1 350 183 €	146 452 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	1 747 932 €	1 154 133 €	18 404 727 €	9 785 416 €	834 761 €	705 502 €	256 302 €	137 308 €	104 278 €
Indre	548 862 €	141 354 €	2 863 598 €	5 595 541 €	4 589 767 €	2 535 541 €	271 936 €	68 303 €	67 142 €
Indre-et-Loire	1 490 293 €	568 713 €	9 127 336 €	11 439 539 €	3 342 769 €	800 999 €	136 156 €	202 973 €	0 €
Isère	2 282 353 €	908 195 €	24 906 594 €	19 065 607 €	2 717 851 €	691 186 €	130 799 €	323 915 €	0 €
Jura	557 688 €	-31 664 €	7 124 027 €	6 435 431 €	3 295 289 €	2 017 104 €	141 833 €	52 486 €	0 €
Landes	665 099 €	239 841 €	5 405 397 €	11 631 717 €	1 750 993 €	696 074 €	60 714 €	341 139 €	0 €
Loir-et-Cher	910 690 €	247 381 €	4 403 659 €	7 962 107 €	2 448 637 €	730 825 €	300 162 €	0 €	0 €
Loire	1 452 911 €	1 055 747 €	13 389 735 €	11 802 005 €	2 722 080 €	311 533 €	224 408 €	41 808 €	0 €
Haute-Loire	343 595 €	203 886 €	3 015 140 €	10 599 253 €	1 946 819 €	560 311 €	237 838 €	7 116 €	0 €
Loire-Atlantique	2 283 414 €	412 848 €	21 059 247 €	15 780 900 €	1 409 237 €	1 053 597 €	486 522 €	355 929 €	30 209 €
Loiret	1 545 030 €	834 305 €	12 757 929 €	8 816 560 €	4 257 486 €	2 112 132 €	99 633 €	29 203 €	125 395 €
Lot	490 788 €	106 646 €	4 442 730 €	9 296 351 €	1 713 216 €	876 815 €	60 631 €	234 098 €	0 €
Lot-et-Garonne	673 549 €	129 986 €	3 985 830 €	5 814 334 €	2 894 951 €	903 630 €	105 341 €	223 912 €	0 €
Lozère	250 637 €	101 894 €	3 432 597 €	5 096 456 €	1 968 607 €	516 151 €	177 094 €	33 890 €	48 917 €
Maine-et-Loire	1 301 570 €	597 406 €	15 883 619 €	8 210 257 €	4 306 863 €	1 783 468 €	196 569 €	586 464 €	0 €
Manche	894 377 €	82 844 €	7 790 382 €	12 675 124 €	4 407 300 €	613 528 €	181 437 €	201 052 €	211 314 €
Marne	1 111 571 €	1 696 674 €	7 618 774 €	11 847 507 €	2 525 895 €	973 139 €	22 523 €	179 325 €	9 101 €
Haute-Marne	475 475 €	71 059 €	3 477 200 €	8 835 835 €	2 853 666 €	844 787 €	29 169 €	29 203 €	96 587 €
Mayenne	436 518 €	152 165 €	6 512 839 €	5 536 146 €	2 237 009 €	275 772 €	137 332 €	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	2 129 766 €	510 555 €	12 639 032 €	12 308 146 €	961 430 €	433 511 €	30 399 €	220 552 €	81 624 €
Meuse	770 581 €	98 142 €	3 654 409 €	6 448 411 €	3 110 713 €	813 138 €	131 222 €	61 178 €	38 513 €
Morbihan	986 269 €	455 973 €	12 410 420 €	10 456 065 €	1 169 129 €	96 997 €	30 891 €	296 705 €	0 €
Moselle	1 770 086 €	1 331 835 €	10 777 220 €	17 210 931 €	10 390 076 €	1 731 869 €	313 120 €	148 201 €	0 €
Nièvre	747 417 €	-3 884 €	5 694 709 €	9 870 073 €	585 833 €	282 601 €	168 641 €	163 341 €	0 €
Nord	5 989 703 €	5 274 954 €	54 791 154 €	17 114 984 €	2 652 703 €	321 751 €	221 808 €	141 513 €	66 529 €
Oise	1 363 943 €	-173 979 €	14 882 084 €	10 560 530 €	2 708 989 €	1 549 234 €	224 004 €	0 €	85 358 €
Orne	732 588 €	422 730 €	6 430 261 €	9 315 665 €	1 949 632 €	319 153 €	343 072 €	50 819 €	0 €

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Départements	Tranche 2005	Tranche 2006	Tranche 2007	Tranche 2008	Tranche 2009	Tranche 2010	Tranche 2011	Tranche 2012	Tranche 2013
Pas-de-Calais	3 599 602 €	1 551 418 €	33 453 729 €	16 335 667 €	4 559 480 €	1 132 584 €	278 520 €	385 442 €	72 890 €
Puy-de-Dôme	1 306 774 €	549 141 €	8 003 742 €	26 172 717 €	2 538 871 €	608 723 €	191 169 €	479 645 €	45 448 €
Pyrénées-Atlantiques	1 515 551 €	469 487 €	8 832 740 €	10 950 166 €	3 821 959 €	740 299 €	366 171 €	450 260 €	58 401 €
Hautes-Pyrénées	661 510 €	106 793 €	3 920 141 €	8 387 110 €	2 105 512 €	734 058 €	84 662 €	214 530 €	74 848 €
Pyrénées-Orientales	1 297 477 €	230 507 €	4 861 587 €	10 642 343 €	1 887 656 €	211 807 €	138 445 €	111 342 €	0 €
Bas-Rhin	1 721 277 €	1 580 852 €	19 930 648 €	11 796 393 €	2 348 871 €	518 956 €	215 227 €	74 531 €	0 €
Haut-Rhin	1 226 820 €	928 991 €	14 626 711 €	7 070 692 €	955 546 €	568 336 €	68 016 €	75 785 €	30 618 €
Rhône	3 136 913 €	5 964 337 €	22 511 729 €	17 788 310 €	6 055 953 €	366 757 €	115 846 €	29 203 €	32 508 €
Haute-Saône	475 202 €	-256 803 €	3 588 602 €	6 303 139 €	2 011 800 €	438 302 €	139 963 €	124 991 €	28 525 €
Saône-et-Loire	1 333 669 €	120 846 €	12 853 726 €	12 509 770 €	1 784 872 €	353 470 €	55 244 €	46 372 €	0 €
Sarthe	1 358 465 €	190 110 €	14 484 382 €	8 940 214 €	2 825 387 €	1 148 344 €	292 582 €	90 923 €	0 €
Savoie	799 417 €	706 889 €	12 918 911 €	13 610 515 €	2 797 361 €	1 114 124 €	72 556 €	78 279 €	81 100 €
Haute-Savoie	1 269 469 €	408 728 €	18 731 704 €	12 720 939 €	1 357 861 €	898 209 €	250 077 €	226 277 €	69 702 €
Paris	5 503 941 €	33 858 654 €	15 775 061 €	6 803 144 €	3 271 724 €	2 304 052 €	25 735 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	3 022 200 €	-1 244 273 €	17 066 290 €	23 094 750 €	4 520 238 €	1 188 805 €	144 177 €	0 €	121 102 €
Seine-et-Marne	1 977 935 €	1 809 549 €	15 996 111 €	22 773 700 €	9 404 431 €	592 390 €	164 427 €	512 895 €	0 €
Yvelines	2 391 064 €	5 862 736 €	13 281 979 €	17 762 463 €	8 569 688 €	798 115 €	133 800 €	96 296 €	0 €
Deux-Sèvres	689 637 €	477 397 €	7 569 815 €	8 458 837 €	426 682 €	206 961 €	184 313 €	155 494 €	67 984 €
Somme	1 297 791 €	588 700 €	12 393 054 €	5 699 811 €	7 072 935 €	2 378 558 €	674 753 €	0 €	61 736 €
Tarn	725 983 €	13 956 €	5 421 109 €	10 957 953 €	1 048 251 €	190 966 €	197 672 €	259 906 €	30 618 €
Tarn-et-Garonne	569 156 €	-13 829 €	4 729 483 €	5 367 126 €	1 276 533 €	133 715 €	164 189 €	56 944 €	40 700 €
Var	1 822 800 €	229 583 €	14 589 272 €	16 816 278 €	3 458 842 €	267 280 €	246 025 €	264 241 €	0 €
Vaucluse	1 385 672 €	543 834 €	6 899 471 €	10 319 795 €	873 001 €	404 735 €	170 546 €	185 061 €	0 €
Vendée	787 121 €	505 571 €	11 952 055 €	9 964 696 €	1 672 704 €	994 113 €	411 203 €	0 €	0 €
Vienne	873 784 €	24 318 €	5 127 039 €	10 893 904 €	1 309 086 €	505 691 €	159 113 €	4 362 €	0 €
Haute-Vienne	1 304 130 €	528 743 €	2 825 136 €	10 542 915 €	1 593 283 €	190 341 €	105 938 €	90 017 €	0 €
Vosges	842 091 €	207 354 €	6 142 811 €	12 687 790 €	485 258 €	99 963 €	134 873 €	369 249 €	57 404 €
Yonne	704 496 €	-234 389 €	8 225 527 €	8 473 797 €	2 868 956 €	1 166 906 €	241 586 €	0 €	4 730 €
Territoire-de-Belfort	357 975 €	29 690 €	3 249 999 €	1 660 877 €	345 814 €	410 479 €	67 557 €	0 €	97 689 €
Essonne	2 359 021 €	1 757 841 €	22 853 943 €	12 014 547 €	3 049 274 €	651 600 €	1 414 €	5 619 €	0 €
Hauts-de-Seine	1 495 974 €	20 935 538 €	11 127 555 €	14 634 404 €	6 472 216 €	865 073 €	174 379 €	162 886 €	30 209 €
Seine-Saint-Denis	4 566 983 €	7 895 226 €	7 135 394 €	20 819 774 €	11 671 831 €	438 148 €	1 200 552 €	67 181 €	180 436 €
Val-de-Marne	2 361 953 €	4 866 924 €	10 847 596 €	14 753 605 €	7 875 456 €	1 753 246 €	155 312 €	29 203 €	0 €
Val-d'Oise	1 889 039 €	2 258 861 €	11 525 023 €	18 532 255 €	8 031 433 €	1 865 729 €	206 929 €	107 014 €	51 619 €
TOTAL METROPOLE	134 041 998 €	123 039 796 €	1 004 461 583 €	1 080 883 377 €	279 485 747 €	78 214 227 €	17 791 043 €	13 059 382 €	4 296 897 €
Guadeloupe	711 377 €	1 401 444 €	2 139 652 €	4 146 165 €	8 128 463 €	2 902 173 €	15 977 €	0 €	0 €
Martinique	505 710 €	968 435 €	1 748 851 €	7 390 370 €	3 259 145 €	608 555 €	62 231 €	0 €	0 €
Guyane	273 591 €	1 002 805 €	2 095 982 €	2 411 169 €	3 562 985 €	15 161 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	1 154 044 €	-16 917 €	2 806 387 €	4 892 718 €	28 040 548 €	3 783 454 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	2 644 722 €	3 355 767 €	8 790 872 €	18 840 421 €	42 991 140 €	7 309 343 €	78 208 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	136 686 719 €	126 395 562 €	1 013 252 455 €	1 099 723 799 €	322 476 888 €	85 523 570 €	17 869 250 €	13 059 382 €	4 296 897 €

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Départements	Tranche 2014	Tranche 2015	Tranche 2016	Tranche 2017	Total tranches 2005-2016
Ain	0 €	5 897 €	7 581 €	5 295 €	30 122 066 €
Aisne	30 421 €	1 966 €	7 581 €	4 302 €	27 208 148 €
Allier	0 €	2 293 €	8 899 €	1 985 €	21 603 803 €
Alpes-de-Haute-Provence	41 958 €	7 208 €	989 €	2 316 €	15 633 503 €
Hautes-Alpes	0 €	4 259 €	0 €	6 949 €	11 704 734 €
Alpes-Maritimes	0 €	7 208 €	3 625 €	2 978 €	44 914 942 €
Ardèche	0 €	0 €	4 285 €	7 942 €	21 174 567 €
Ardennes	221 997 €	8 518 €	330 €	662 €	18 502 800 €
Ariège	99 966 €	1 966 €	2 307 €	4 302 €	11 153 799 €
Aube	0 €	655 €	330 €	6 618 €	20 390 554 €
Aude	72 683 €	5 242 €	4 614 €	1 985 €	20 769 767 €
Aveyron	0 €	6 880 €	989 €	662 €	21 683 659 €
Bouches-du-Rhône	0 €	16 709 €	330 €	662 €	64 840 927 €
Calvados	0 €	0 €	3 625 €	3 971 €	31 560 055 €
Cantal	0 €	7 208 €	8 240 €	662 €	16 301 721 €
Charente	0 €	5 897 €	1 648 €	662 €	17 568 537 €
Charente-Maritime	0 €	16 381 €	5 273 €	1 324 €	28 716 507 €
Cher	0 €	5 242 €	1 648 €	4 302 €	18 101 933 €
Corrèze	224 518 €	2 621 €	5 603 €	7 611 €	21 031 683 €
Corse-du-Sud	0 €	1 966 €	3 625 €	3 309 €	6 199 753 €
Haute-Corse	0 €	0 €	1 648 €	2 978 €	5 854 010 €
Côte-d'Or	0 €	13 105 €	1 318 €	1 985 €	31 645 677 €
Côtes-d'Armor	31 954 €	1 638 €	4 285 €	10 920 €	25 773 738 €
Creuse	0 €	3 931 €	3 296 €	1 985 €	12 077 954 €
Dordogne	0 €	13 760 €	659 €	331 €	21 749 179 €
Doubs	0 €	8 191 €	989 €	331 €	24 248 443 €
Drôme	0 €	9 829 €	989 €	662 €	23 299 947 €
Eure	0 €	10 374 €	1 318 €	2 978 €	27 336 429 €
Eure-et-Loir	158 192 €	0 €	4 944 €	6 287 €	23 669 073 €
Finistère	0 €	5 897 €	2 637 €	2 316 €	29 317 748 €
Gard	50 857 €	12 122 €	2 307 €	1 324 €	30 090 011 €
Haute-Garonne	0 €	30 141 €	2 637 €	1 985 €	46 276 247 €
Gers	50 524 €	12 122 €	1 978 €	662 €	13 075 357 €
Gironde	36 191 €	11 139 €	5 273 €	1 985 €	50 264 392 €
Hérault	0 €	9 829 €	2 637 €	1 985 €	36 235 079 €
Ille-et-Vilaine	201 117 €	17 691 €	5 273 €	7 611 €	33 362 051 €
Indre	34 457 €	11 467 €	1 648 €	4 633 €	16 734 248 €
Indre-et-Loire	103 931 €	2 949 €	659 €	4 633 €	27 220 949 €
Isère	0 €	12 122 €	1 648 €	331 €	51 040 600 €
Jura	199 113 €	4 587 €	8 240 €	2 316 €	19 806 450 €
Landes	0 €	10 811 €	989 €	0 €	20 802 773 €
Loir-et-Cher	0 €	11 794 €	3 625 €	2 316 €	17 021 197 €
Loire	0 €	4 259 €	6 592 €	4 302 €	31 015 378 €
Haute-Loire	0 €	9 501 €	330 €	0 €	16 923 789 €
Loire-Atlantique	0 €	11 139 €	6 921 €	993 €	42 890 956 €
Loiret	0 €	1 310 €	1 978 €	2 316 €	30 583 277 €
Lot	0 €	983 €	2 637 €	1 985 €	17 226 880 €
Lot-et-Garonne	0 €	5 897 €	659 €	1 655 €	14 739 744 €
Lozère	0 €	1 966 €	330 €	1 324 €	11 629 862 €
Maine-et-Loire	0 €	6 552 €	2 966 €	993 €	32 876 727 €
Manche	0 €	8 518 €	659 €	4 633 €	27 071 169 €
Marne	0 €	5 242 €	4 285 €	10 258 €	26 004 294 €
Haute-Marne	0 €	655 €	1 978 €	9 265 €	16 724 878 €
Mayenne	0 €	4 914 €	2 307 €	993 €	15 295 997 €
Meurthe-et-Moselle	78 925 €	1 966 €	989 €	9 265 €	29 406 159 €
Meuse	122 897 €	5 570 €	1 648 €	2 647 €	15 259 068 €
Morbihan	0 €	328 €	2 637 €	4 633 €	25 910 045 €
Moselle	43 313 €	5 897 €	3 296 €	6 949 €	43 732 793 €
Nièvre	0 €	6 880 €	659 €	1 324 €	17 517 593 €
Nord	52 478 €	6 225 €	989 €	993 €	86 635 782 €
Oise	46 897 €	9 829 €	0 €	0 €	31 256 890 €
Orne	0 €	1 966 €	0 €	6 618 €	19 572 505 €

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Départements	Tranche 2014	Tranche 2015	Tranche 2016	Tranche 2017	Total tranches 2005-2016
Pas-de-Calais	37 446 €	11 467 €	5 273 €	2 316 €	61 425 834 €
Puy-de-Dôme	0 €	22 933 €	659 €	993 €	39 920 816 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	14 415 €	1 648 €	1 324 €	27 222 421 €
Hautes-Pyrénées	0 €	4 259 €	1 978 €	8 935 €	16 304 336 €
Pyrénées-Orientales	34 133 €	11 794 €	659 €	1 985 €	19 429 735 €
Bas-Rhin	0 €	328 €	989 €	12 244 €	38 200 315 €
Haut-Rhin	0 €	655 €	2 637 €	7 280 €	25 562 087 €
Rhône	0 €	15 071 €	2 307 €	1 985 €	56 020 919 €
Haute-Saône	0 €	1 966 €	6 921 €	1 324 €	12 863 931 €
Saône-et-Loire	0 €	328 €	330 €	1 324 €	29 059 949 €
Sarthe	0 €	1 638 €	3 625 €	10 920 €	29 346 590 €
Savoie	0 €	14 743 €	3 625 €	1 324 €	32 198 845 €
Haute-Savoie	39 185 €	14 415 €	330 €	1 655 €	35 988 551 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	67 542 311 €
Seine-Maritime	41 334 €	4 259 €	1 978 €	2 647 €	47 963 507 €
Seine-et-Marne	0 €	5 897 €	2 966 €	9 927 €	53 250 229 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	993 €	48 897 132 €
Deux-Sèvres	0 €	9 173 €	1 318 €	0 €	18 247 613 €
Somme	0 €	13 105 €	1 648 €	331 €	30 182 422 €
Tarn	0 €	9 173 €	1 648 €	1 655 €	18 858 890 €
Tarn-et-Garonne	0 €	4 259 €	2 966 €	1 655 €	12 332 897 €
Var	0 €	4 914 €	989 €	2 978 €	37 703 201 €
Vaucluse	0 €	3 931 €	659 €	1 985 €	20 788 691 €
Vendée	0 €	2 621 €	8 240 €	10 589 €	26 308 913 €
Vienne	0 €	655 €	330 €	2 647 €	18 900 930 €
Haute-Vienne	68 849 €	5 897 €	2 966 €	2 647 €	17 260 863 €
Vosges	0 €	9 501 €	3 625 €	2 978 €	21 042 897 €
Yonne	0 €	10 484 €	6 592 €	993 €	21 469 677 €
Territoire-de-Belfort	0 €	2 949 €	1 318 €	0 €	6 224 346 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	42 693 260 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	331 €	55 898 566 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	659 €	662 €	53 976 846 €
Val-de-Marne	76 524 €	0 €	0 €	993 €	42 720 811 €
Val-d'Oise	0 €	1 638 €	1 648 €	3 640 €	44 474 828 €
TOTAL METROPOLE	2 199 860 €	623 678 €	242 908 €	301 459 €	2 738 641 955 €
Guadeloupe	115 016 €	0 €	0 €	993 €	19 561 261 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	14 543 297 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	9 361 691 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	40 660 233 €
TOTAL OUTRE-MER	115 016 €	0 €	0 €	993 €	84 126 482 €
TOTAL GLOBAL	2 314 876 €	623 678 €	242 908 €	302 452 €	2 822 768 436 €

La compensation financière des transferts de compétences aux régions métropolitaines (compensation TIPP)

REGIONS	Tranche 2005	Tranche 2006	Tranche 2007	Tranche 2008	Tranche 2009	Tranche 2010	Tranche 2011	Tranche 2012	Tranche 2013	Tranche 2014	Tranche 2015	Tranche 2016	Tranche 2017	Total tranches 2005-2017
Alsace	14 396 853 €	7 843 449 €	51 561 437 €	4 212 633 €	1 995 982 €	1 221 484 €	404 972 €	148 184 €	148 470 €	41 530 €	9 752 832 €	831 499 €	56 820 €	92 616 155 €
Champagne-Ardenne	9 515 814 €	3 847 326 €	16 948 482 €	33 802 939 €	5 576 142 €	1 722 005 €	71 651 €	-4 611 €	57 411 €	51 959 €	3 666 353 €	962 800 €	93 331 €	76 311 403 €
Lorraine	20 607 449 €	6 579 593 €	20 703 580 €	39 451 603 €	49 513 107 €	1 310 789 €	205 329 €	45 707 €	159 930 €	104 233 €	8 618 680 €	841 672 €	157 616 €	148 299 269 €
Grand-Est	44 520 116 €	18 270 368 €	89 213 499 €	77 467 175 €	57 085 232 €	4 254 259 €	681 952 €	189 290 €	365 811 €	197 721 €	22 037 865 €	3 046 949 €	2 302 590 €	319 632 827 €
Aquitaine	24 065 747 €	7 911 772 €	54 993 892 €	38 202 891 €	11 113 474 €	1 607 248 €	209 421 €	51 525 €	199 609 €	132 136 €	12 441 154 €	1 744 805 €	78 128 €	162 781 803 €
Limousin	7 000 007 €	2 710 575 €	28 957 081 €	19 351 648 €	3 718 124 €	727 662 €	58 743 €	-1 312 €	-368 €	9 311 €	7 382 674 €	369 061 €	49 008 €	70 352 403 €
Poitou-Charentes	9 899 452 €	2 823 213 €	49 783 496 €	15 669 375 €	3 470 654 €	641 563 €	73 064 €	11 252 €	101 752 €	56 435 €	4 781 095 €	1 235 776 €	42 615 €	88 567 228 €
Nouvelle-Aquitaine	40 965 206 €	13 445 560 €	133 734 468 €	73 223 914 €	18 302 252 €	2 976 453 €	341 229 €	38 961 €	300 994 €	197 882 €	24 605 123 €	3 562 369 €	3 458 114 €	315 152 925 €
Auvergne	9 572 100 €	2 205 817 €	32 981 020 €	20 417 852 €	10 241 655 €	1 485 563 €	69 364 €	-4 662 €	79 901 €	64 339 €	5 839 905 €	662 838 €	56 820 €	83 672 510 €
Rhône-Alpes	40 368 461 €	12 589 262 €	165 976 819 €	177 971 710 €	9 725 999 €	2 566 109 €	349 682 €	-2 412 €	227 344 €	165 851 €	22 784 534 €	2 363 457 €	143 158 €	275 029 943 €
Auvergne - Rhône-Alpes	49 930 560 €	14 795 078 €	198 957 839 €	38 209 562 €	19 967 654 €	4 051 672 €	419 016 €	-7 074 €	307 245 €	230 189 €	28 624 439 €	2 215 147 €	2 670 413 €	360 371 741 €
Bourgogne	11 648 902 €	4 591 977 €	47 912 794 €	13 212 946 €	3 387 153 €	1 722 802 €	98 910 €	-1 454 €	7 070 €	10 878 €	4 120 900 €	1 215 693 €	205 390 €	88 133 962 €
Franche-Comté	8 518 699 €	2 737 623 €	18 138 400 €	29 214 075 €	5 771 443 €	960 029 €	72 091 €	-591 €	3 797 €	9 830 €	2 642 131 €	0 €	35 513 €	68 103 040 €
Bourgogne - Franche-Comté	20 167 601 €	7 329 600 €	66 051 194 €	42 427 022 €	9 158 595 €	2 682 831 €	171 001 €	-2 045 €	10 887 €	20 707 €	6 763 031 €	1 354 502 €	1 372 745 €	167 507 652 €
Bretagne	22 322 750 €	7 019 345 €	96 045 490 €	12 351 982 €	7 429 427 €	3 017 386 €	3 250 576 €	1 422 979 €	1 689 464 €	76 216 €	8 699 001 €	816 235 €	1 449 567 €	165 590 419 €
Centre - Val de Loire	17 654 607 €	28 436 616 €	12 944 397 €	43 793 367 €	10 281 837 €	1 396 300 €	132 640 €	-6 513 €	78 934 €	71 133 €	7 480 696 €	401 862 €	1 060 662 €	123 706 538 €
Ile-de-France	91 677 266 €	434 641 806 €	134 794 541 €	132 777 521 €	42 584 928 €	7 986 570 €	759 667 €	-10 160 €	131 234 €	219 507 €	33 235 144 €	2 680 750 €	3 762 057 €	885 240 822 €
Corse	1 207 338 €	650 738 €	6 722 279 €	6 618 539 €	13 108 773 €	700 566 €	20 600 €	59 937 €	5 908 €	0 €	344 162 €	30 943 €	506 782 €	29 976 566 €
Occitanie	35 554 341 €	11 128 169 €	98 517 526 €	72 012 088 €	8 622 987 €	3 166 067 €	230 577 €	-3 793 €	243 175 €	206 852 €	25 224 396 €	3 222 978 €	3 003 930 €	261 129 104 €
Languedoc-Roussillon	17 729 172 €	6 951 939 €	64 654 791 €	9 916 289 €	2 310 026 €	2 169 026 €	120 768 €	6 977 €	104 261 €	81 714 €	11 025 379 €	1 697 315 €	177 067 €	116 944 725 €
Midi-Pyrénées	17 825 169 €	4 176 230 €	33 862 735 €	62 095 809 €	6 312 960 €	997 041 €	109 808 €	-10 769 €	138 914 €	124 939 €	14 199 018 €	1 286 990 €	43 326 €	141 162 169 €
Nord-Pas-de-Calais	33 569 154 €	11 251 864 €	147 067 696 €	11 244 855 €	6 153 079 €	1 902 405 €	352 258 €	18 195 €	-22 746 €	12 075 €	14 956 323 €	2 772 926 €	185 030 €	229 463 113 €
Hauts-de-France	50 610 689 €	20 279 918 €	185 231 921 €	34 215 865 €	13 643 713 €	2 861 505 €	492 117 €	11 495 €	44 655 €	71 414 €	21 761 750 €	3 511 268 €	2 078 694 €	334 815 004 €
Basse-Normandie	12 258 769 €	5 182 758 €	31 608 877 €	24 802 357 €	4 688 877 €	976 321 €	87 291 €	-1 017 €	63 899 €	60 036 €	4 413 761 €	84 709 €	74 239 €	84 300 880 €
Haute-Normandie	18 308 386 €	9 486 104 €	36 637 914 €	23 835 595 €	2 185 976 €	736 054 €	109 821 €	-6 059 €	9 588 €	9 381 €	8 376 365 €	445 660 €	46 167 €	100 180 950 €
Normandie	30 567 155 €	14 668 862 €	68 246 791 €	48 637 952 €	6 874 853 €	1 712 375 €	197 112 €	-7 077 €	73 487 €	69 417 €	12 790 126 €	619 651 €	1 362 696 €	185 813 401 €
Pays de la Loire	18 368 372 €	5 913 027 €	99 641 507 €	9 594 001 €	5 549 873 €	1 133 750 €	127 243 €	-12 426 €	98 612 €	59 677 €	10 796 260 €	1 205 351 €	1 568 717 €	154 043 964 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29 544 586 €	7 382 333 €	118 218 101 €	17 911 014 €	10 118 598 €	1 823 364 €	223 587 €	-22 914 €	133 000 €	64 228 €	8 796 932 €	2 064 952 €	3 906 953 €	200 164 735 €
Total métropole	453 090 589 €	583 961 422 €	1 308 319 554 €	609 240 012 €	222 708 723 €	37 763 098 €	7 047 306 €	1 650 862 €	3 483 385 €	1 484 745 €	211 158 925 €	24 732 957 €	28 503 920 €	3 493 145 297 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 600 €	5 044 €	962 371 €	1 232 016 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	70 893 €	130 529 €	360 961 €	562 383 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	393 944 €	0 €	28 625 €	422 569 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 792 €	372 107 €	763 447 €	1 177 346 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	771 230 €	507 681 €	2 115 404 €	3 394 314 €
Total global	453 090 589 €	583 961 422 €	1 308 319 554 €	609 240 012 €	222 708 723 €	37 763 098 €	7 047 306 €	1 650 862 €	3 483 385 €	1 484 745 €	211 930 164 €	25 240 637 €	30 619 324 €	3 496 539 611 €

ANNEXE 2

LA COMPENSATION FINANCIÈRE DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES
AUX RÉGIONS D'OUTRE-MER (COMPENSATION DGD)

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total Tranche 2007	Total Tranche 2008	Total Tranche 2009	Total Tranche 2010
Guadeloupe	2 642 328 €	1 598 460 €	9 243 706 €	4 458 893 €	10 377 732 €	4 495 498 €
Martinique	3 522 946 €	1 946 279 €	5 896 209 €	9 772 163 €	4 594 060 €	6 709 809 €
Guyane	1 112 038 €	1 192 864 €	847 736 €	2 021 727 €	955 363 €	112 536 €
Réunion	6 407 451 €	2 787 017 €	-205 220 €	2 449 404 €	39 199 311 €	3 512 526 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	13 684 762 €	7 524 620 €	15 782 432 €	18 702 188 €	55 126 466 €	14 830 368 €

REGIONS	TRANCHÉ 2011										TRANCHÉ 2012							
	Personnels des services des RNIL transférés en 2009					Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011					Personnels des services des RNIL transférés en 2009					Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011		
	Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Personnels titulaires ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Charges de vacations de titulaires	Agents non titulaires	Vacants intermédiaires	Postes vacants 2011	Dépenses de fonctionnement	Total Tranche 2011	Réforme LMD infirmier (3ème tranche)	Réforme de l'AFGSU (2ème tranche)	Emplois disparus	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (3ème et dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011
Guadeloupe	13 123 €	0 €	0 €	0 €	1 501 €	0 €	12 951 €	0 €	4 408 €	31 983 €	5 824 €	-7 129 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 482 €	530 €
Martinique	9 999 €	0 €	0 €	0 €	2 676 €	48 298 €	64 925 €	58 599 €	0 €	184 497 €	4 539 €	-4 909 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	7 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 330 €	3 447 €	-2 922 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	23 880 €	1 147 797 €	2 411 €	468 424 €	2 848 €	0 €	56 656 €	66 468 €	8 770 €	1 777 254 €	10 646 €	-12 738 €	25 778 €	8 682 060 €	17 109 €	30 618 €	80 213 €	266 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	54 332 €	1 147 797 €	2 411 €	468 424 €	7 025 €	48 298 €	134 532 €	125 067 €	13 178 €	2 001 064 €	24 458 €	-27 696 €	25 778 €	8 682 060 €	17 109 €	30 618 €	173 705 €	796 €

REGIONS	TRANCHE 2013						TRANCHE 2014				Total Tranche 2014	
	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011			Réforme LMD infirmier (ajustement de la compensation en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme de l'AFGSU (3ème tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (1ère tranche)	Total Tranche 2013	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011		Réforme AFGSU sages-femmes		Réforme LMD infirmier anesthésiste (2ème tranche)
	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes vacants 2013					Réforme LMD infirmier (4ème tranche)	Personnels ayant opté (dernière campagne d'option)			
Guadeloupe	0 €	-223 €	0 €	4 996 €	0 €	9 346 €	9 369 €	228 300 €	1 214 €	0 €	7 657 €	237 171 €
Martinique	0 €	0 €	30 618 €	4 141 €	0 €	0 €	30 029 €	257 944 €	1 101 €	4 837 €	0 €	263 882 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	2 898 €	0 €	0 €	-1 878 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	13 063 €	0 €	9 346 €	13 211 €	308 731 €	1 375 €	5 885 €	7 657 €	323 648 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	-223 €	30 618 €	25 097 €	0 €	18 692 €	50 731 €	794 976 €	3 689 €	10 722 €	15 314 €	824 701 €

REGIONS	TRANCHÉ 2015			TRANCHÉ 2016		Total Tranche 2016	TRANCHÉ 2017		Total Tranche 2017	Total TRANCHES 2005-2017							
	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014	Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2015)	Dépenses de fonctionnement	Régime LMD infirmier anesthésiste (3ème tranche)		Total Tranche 2015	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011			Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2016)	Régime LMD masseur-kiné (1ère tranche)	Total Tranche 2016	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011	Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option (à/c du 1er janvier 2017)	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction des droits d'option	Total Tranche 2017
Guadeloupe	0 €	1 815 513 €	-4 789 €	1 810 724 €	659 €	659 €	4 633 €	1 655 €	6 287 €	35 005 527 €							
Martinique	0 €	1 305 393 €	0 €	1 305 393 €	989 €	11 092 €	6 618 €	2 316 €	8 935 €	34 244 924 €							
Guyane	0 €	2 938 355 €	0 €	2 938 355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 186 595 €							
Réunion	3 276 €	2 861 776 €	-4 789 €	2 860 263 €	989 €	11 092 €	0 €	8 604 €	8 604 €	67 978 515 €							
St Pierre et Miquelon	0 €	53 967 €	0 €	53 967 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 967 €							
TOTAL	3 276 €	8 975 003 €	-9 578 €	8 968 701 €	2 637 €	22 843 €	11 251 €	12 575 €	23 826 €	146 469 528 €							

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique, les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

ANNEXE 3

LA COMPENSATION FINANCIÈRE DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES
AUX DÉPARTEMENTS (COMPENSATION TSCA ET TICPE)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Ain	866 429 €	7 993 €	12 303 991 €	10 838 027 €	4 156 447 €	1 604 529 €
Aisne	1 516 216 €	346 544 €	7 967 242 €	10 515 700 €	4 883 563 €	1 545 021 €
Allier	666 669 €	100 553 €	8 232 287 €	10 070 980 €	1 235 182 €	946 411 €
Alpes-de-Haute-Provence	653 078 €	58 465 €	3 474 500 €	6 424 787 €	3 872 814 €	794 729 €
Hautes-Alpes	284 101 €	74 203 €	3 813 493 €	4 127 441 €	2 056 757 €	1 103 445 €
Alpes-Maritimes	2 324 176 €	961 823 €	19 737 116 €	18 499 480 €	2 637 062 €	452 571 €
Ardèche	545 132 €	188 386 €	7 873 055 €	9 346 237 €	2 322 278 €	674 876 €
Ardennes	724 398 €	-145 316 €	6 600 368 €	9 671 146 €	739 464 €	528 444 €
Ariège	717 236 €	41 171 €	2 545 801 €	5 234 604 €	1 924 824 €	309 063 €
Aube	750 210 €	360 092 €	6 134 249 €	10 618 149 €	1 749 094 €	572 068 €
Aude	877 177 €	131 977 €	8 693 997 €	10 261 090 €	328 825 €	168 204 €
Aveyron	580 128 €	285 295 €	6 109 418 €	11 350 862 €	1 680 956 €	1 348 368 €
Bouches-du-Rhône	6 163 488 €	2 810 095 €	34 088 528 €	18 066 329 €	3 170 325 €	271 980 €
Calvados	1 646 374 €	593 460 €	11 001 224 €	8 853 809 €	6 242 636 €	2 957 098 €
Cantal	468 476 €	170 440 €	3 672 681 €	3 809 997 €	4 398 883 €	3 355 135 €
Charente	839 535 €	128 758 €	3 259 850 €	11 297 984 €	1 489 461 €	171 401 €
Charente-Maritime	1 264 670 €	204 333 €	10 666 558 €	13 182 429 €	1 911 877 €	752 186 €
Cher	957 401 €	213 163 €	6 232 718 €	8 349 564 €	1 052 757 €	906 022 €
Corrèze	569 924 €	146 013 €	6 251 785 €	10 912 377 €	2 108 962 €	649 230 €
Corse-du-Sud	431 508 €	0 €	219 821 €	4 274 759 €	467 899 €	396 831 €
Haute-Corse	463 790 €	0 €	217 354 €	4 673 376 €	300 504 €	141 908 €
Côte-d'Or	1 314 833 €	625 382 €	12 495 577 €	15 180 647 €	1 179 629 €	181 188 €
Côtes-d'Armor	1 127 285 €	217 312 €	9 571 342 €	12 624 167 €	1 547 091 €	227 807 €
Creuse	563 316 €	-46 027 €	1 661 053 €	4 914 714 €	3 800 650 €	692 521 €
Dordogne	859 406 €	262 950 €	7 262 221 €	9 514 578 €	2 449 142 €	808 784 €
Doubs	1 265 642 €	182 459 €	7 888 336 €	12 713 519 €	1 760 261 €	334 582 €
Drôme	1 007 017 €	652 093 €	8 145 323 €	12 250 602 €	867 489 €	115 900 €
Eure	856 937 €	-38 784 €	8 529 910 €	13 540 883 €	3 647 781 €	365 227 €
Eure-et-Loir	947 199 €	346 881 €	6 239 106 €	8 989 256 €	5 049 560 €	1 587 150 €
Finistère	1 749 063 €	636 491 €	11 073 310 €	13 166 926 €	1 790 465 €	438 387 €
Gard	1 873 387 €	454 418 €	13 953 338 €	11 506 269 €	1 083 212 €	472 932 €

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Haute-Garonne	2 269 987 €	387 390 €	24 516 855 €	16 381 761 €	1 260 954 €	858 077 €
Gers	487 185 €	-12 499 €	2 916 646 €	8 491 746 €	808 522 €	35 505 €
Gironde	3 123 992 €	1 846 410 €	14 260 934 €	23 262 752 €	6 907 876 €	305 281 €
Hérault	2 703 037 €	804 855 €	16 518 876 €	12 195 142 €	2 502 081 €	1 350 183 €
Ille-et-Vilaine	1 747 932 €	1 154 133 €	18 404 727 €	9 785 416 €	834 761 €	705 502 €
Indre	548 862 €	141 354 €	2 863 598 €	5 595 541 €	4 589 767 €	2 535 541 €
Indre-et-Loire	1 490 293 €	568 713 €	9 127 336 €	11 439 539 €	3 342 769 €	800 999 €
Isère	2 282 353 €	908 195 €	24 906 594 €	19 065 607 €	2 717 851 €	691 186 €
Jura	557 688 €	-31 664 €	7 124 027 €	6 435 431 €	3 295 289 €	2 017 104 €
Landes	665 099 €	239 841 €	5 405 397 €	11 631 717 €	1 750 993 €	696 074 €
Loir-et-Cher	910 690 €	247 381 €	4 403 659 €	7 962 107 €	2 448 637 €	730 825 €
Loire	1 452 911 €	1 055 747 €	13 389 735 €	11 802 005 €	2 722 080 €	311 533 €
Haute-Loire	343 595 €	203 886 €	3 015 140 €	10 599 253 €	1 946 819 €	560 311 €
Loire-Atlantique	2 283 414 €	412 848 €	21 059 247 €	15 780 900 €	1 409 237 €	1 053 597 €
Loiret	1 545 030 €	834 305 €	12 757 929 €	8 816 560 €	4 257 486 €	2 112 132 €
Lot	490 788 €	106 646 €	4 442 730 €	9 296 351 €	1 713 216 €	876 815 €
Lot-et-Garonne	673 549 €	129 986 €	3 985 830 €	5 814 334 €	2 894 951 €	903 630 €
Lozère	250 637 €	101 894 €	3 432 597 €	5 096 456 €	1 968 607 €	516 151 €
Maine-et-Loire	1 301 570 €	597 406 €	15 883 619 €	8 210 257 €	4 306 863 €	1 783 468 €
Manche	894 377 €	82 844 €	7 790 382 €	12 675 124 €	4 407 300 €	613 528 €
Marne	1 111 571 €	1 696 674 €	7 618 774 €	11 847 507 €	2 525 895 €	973 139 €
Haute-Marne	475 475 €	71 059 €	3 477 200 €	8 835 835 €	2 853 666 €	844 787 €
Mayenne	436 518 €	152 165 €	6 512 839 €	5 536 146 €	2 237 009 €	275 772 €
Meurthe-et-Moselle	2 129 766 €	510 555 €	12 639 032 €	12 308 146 €	961 430 €	433 511 €
Meuse	770 581 €	98 142 €	3 654 409 €	6 448 411 €	3 110 713 €	813 138 €
Morbihan	986 269 €	455 973 €	12 410 420 €	10 456 065 €	1 169 129 €	96 997 €
Moselle	1 770 086 €	1 331 835 €	10 777 220 €	17 210 931 €	10 390 076 €	1 731 869 €
Nièvre	747 417 €	-3 884 €	5 694 709 €	9 870 073 €	585 833 €	282 601 €
Nord	5 989 703 €	5 274 954 €	54 791 154 €	17 114 984 €	2 652 703 €	321 751 €
Oise	1 363 943 €	-173 979 €	14 882 084 €	10 560 530 €	2 708 989 €	1 549 234 €
Orne	732 588 €	422 730 €	6 430 261 €	9 315 665 €	1 949 632 €	319 153 €
Pas-de-Calais	3 599 602 €	1 551 418 €	33 453 729 €	16 335 667 €	4 559 480 €	1 132 584 €
Puy-de-Dôme	1 306 774 €	549 141 €	8 003 742 €	26 172 717 €	2 538 871 €	608 723 €
Pyrénées-Atlantiques	1 515 551 €	469 487 €	8 832 740 €	10 950 166 €	3 821 959 €	740 299 €

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Hautes-Pyrénées	661 510 €	106 793 €	3 920 141 €	8 387 110 €	2 105 512 €	734 058 €
Pyrénées-Orientales	1 297 477 €	230 507 €	4 861 587 €	10 642 343 €	1 887 656 €	211 807 €
Bas-Rhin	1 721 277 €	1 580 852 €	19 930 648 €	11 796 393 €	2 348 871 €	518 956 €
Haut-Rhin	1 226 820 €	928 991 €	14 626 711 €	7 070 692 €	955 546 €	568 336 €
Rhône	3 136 913 €	5 964 337 €	22 511 729 €	17 788 310 €	6 055 953 €	366 757 €
Haute-Saône	475 202 €	-256 803 €	3 588 602 €	6 303 139 €	2 011 800 €	438 302 €
Saône-et-Loire	1 333 669 €	120 846 €	12 853 726 €	12 509 770 €	1 784 872 €	353 470 €
Sarthe	1 358 465 €	190 110 €	14 484 382 €	8 940 214 €	2 825 387 €	1 148 344 €
Savoie	799 417 €	706 889 €	12 918 911 €	13 610 515 €	2 797 361 €	1 114 124 €
Haute-Savoie	1 269 469 €	408 728 €	18 731 704 €	12 720 939 €	1 357 861 €	898 209 €
Paris	5 503 941 €	33 858 654 €	15 775 061 €	6 803 144 €	3 271 724 €	2 304 052 €
Seine-Maritime	3 022 200 €	-1 244 273 €	17 066 290 €	23 094 750 €	4 520 238 €	1 188 805 €
Seine-et-Marne	1 977 935 €	1 809 549 €	15 996 111 €	22 773 700 €	9 404 431 €	592 390 €
Yvelines	2 391 064 €	5 862 736 €	13 281 979 €	17 762 463 €	8 569 688 €	798 115 €
Deux-Sèvres	689 637 €	477 397 €	7 569 815 €	8 458 837 €	426 682 €	206 961 €
Somme	1 297 791 €	588 700 €	12 393 054 €	5 699 811 €	7 072 935 €	2 378 558 €
Tarn	725 983 €	13 956 €	5 421 109 €	10 957 953 €	1 048 251 €	190 966 €
Tarn-et-Garonne	569 156 €	-13 829 €	4 729 483 €	5 367 126 €	1 276 533 €	133 715 €
Var	1 822 800 €	229 583 €	14 589 272 €	16 816 278 €	3 458 842 €	267 280 €
Vaucluse	1 385 672 €	543 834 €	6 899 471 €	10 319 795 €	873 001 €	404 735 €
Vendée	787 121 €	505 571 €	11 952 055 €	9 964 696 €	1 672 704 €	994 113 €
Vienne	873 784 €	24 318 €	5 127 039 €	10 893 904 €	1 309 086 €	505 691 €
Haute-Vienne	1 304 130 €	528 743 €	2 825 136 €	10 542 915 €	1 593 283 €	190 341 €
Vosges	842 091 €	207 354 €	6 142 811 €	12 687 790 €	485 258 €	99 963 €
Yonne	704 496 €	-234 389 €	8 225 527 €	8 473 797 €	2 868 956 €	1 166 906 €
Territoire-de-Belfort	357 975 €	29 690 €	3 249 999 €	1 660 877 €	345 814 €	410 479 €
Essonne	2 359 021 €	1 757 841 €	22 853 943 €	12 014 547 €	3 049 274 €	651 600 €
Hauts-de-Seine	1 495 974 €	20 935 538 €	11 127 555 €	14 634 404 €	6 472 216 €	865 073 €
Seine-Saint-Denis	4 566 983 €	7 895 226 €	7 135 394 €	20 819 774 €	11 671 831 €	438 148 €
Val-de-Marne	2 361 953 €	4 866 924 €	10 847 596 €	14 753 605 €	7 875 456 €	1 753 246 €
Val-d'Oise	1 889 039 €	2 258 861 €	11 525 023 €	18 532 255 €	8 031 433 €	1 865 729 €
TOTAL METROPOLE	134 041 998 €	123 039 796 €	1 004 461 583 €	1 080 883 377 €	279 485 747 €	78 214 227 €
Guadeloupe	711 377 €	1 401 444 €	2 139 652 €	4 146 165 €	8 128 463 €	2 902 173 €
Martinique	505 710 €	968 435 €	1 748 851 €	7 390 370 €	3 259 145 €	608 555 €
Guyane	273 591 €	1 002 805 €	2 095 982 €	2 411 169 €	3 562 985 €	15 161 €
Réunion	1 154 044 €	-16 917 €	2 806 387 €	4 892 718 €	28 040 548 €	3 783 454 €
TOTAL OUTRE-MER	2 644 722 €	3 355 767 €	8 790 872 €	18 840 421 €	42 991 140 €	7 309 343 €
TOTAL GLOBAL	136 686 719 €	126 395 562 €	1 013 252 455 €	1 099 723 799 €	322 476 888 €	85 523 570 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

TRANCHE 2011											
Départements	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants Intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ain	0 €	0 €	0 €	70 632 €	530 €	18 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 198 €	2 909 €	14 077 €	0 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 060 €	3 574 €	148 848 €	0 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 837 €	2 405 €	81 293 €	0 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 353 €	2 531 €	11 262 €	0 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 584 €	2 873 €	20 380 €	0 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	113 260 €	530 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 951 €	2 191 €	75 427 €	30 445 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	51 636 €	6 136 €	2 155 €	56 022 €	0 €
Aube	0 €	0 €	0 €	181 128 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 115 €	29 169 €	28 154 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	101 599 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	216 799 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	166 277 €	1 061 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 903 €	2 291 €	59 419 €	0 €
Charente-Maritime	84 124 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	121 035 €	0 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 644 €	2 459 €	51 003 €	0 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 781 €	3 098 €	0 €	30 445 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 367 €	1 812 €	0 €	0 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 258 €	20 575 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 614 €	25 664 €	29 169 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 943 €	3 432 €	157 085 €	28 029 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 175 €	2 157 €	34 191 €	0 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	540 706 €	3 977 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	93 338 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 598 €	81 122 €	28 154 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 093 €	3 143 €	79 389 €	0 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 272 €	136 120 €	28 154 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	208 056 €	1 326 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 941 €	3 806 €	65 880 €	28 154 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011					
	Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (campagne d'option)	Dépenses sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 464 €	7 040 €	111 587 €	58 599 €	
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 030 €	3 112 €	30 406 €	0 €	
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 412 €	4 142 €	124 168 €	28 154 €	
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	37 179 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Ille-et-Vilaine	4 733 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 567 €	5 690 €	6 437 €	125 067 €	28 154 €	
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 894 €	4 050 €	158 843 €	0 €	
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	2 259 €	80 690 €	0 €	
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 789 €	0 €	
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 769 €	3 194 €	77 633 €	28 154 €	
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 009 €	2 791 €	0 €	30 445 €	
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	235 135 €	1 856 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	167 921 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	91 781 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	49 149 €	9 744 €	4 741 €	236 034 €	0 €	
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 417 €	1 891 €	57 323 €	0 €	
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 741 €	2 156 €	60 627 €	0 €	
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	149 766 €	1 061 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Maine-et-Loire	0 €	145 967 €	1 107 €	25 664 €	0 €	0 €	0 €	6 093 €	2 160 €	15 578 €	0 €	
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 085 €	3 229 €	111 019 €	0 €	
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Mayenne	41 198 €	0 €	0 €	0 €	93 522 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	2 320 €	15 058 €	0 €	
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 973 €	2 329 €	74 387 €	0 €	
Moselle	6 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 258 €	1 970 €	18 082 €	0 €	
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 046 €	3 939 €	109 318 €	28 154 €	
Nord	2 613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 598 €	2 726 €	88 790 €	29 169 €	
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 550 €	3 064 €	119 646 €	0 €	
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 572 €	2 213 €	107 356 €	0 €	
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	341 216 €	1 856 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 524 €	4 962 €	104 733 €	86 753 €	
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 569 €	4 801 €	124 134 €	0 €	
	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 474 €	4 168 €	137 794 €	0 €	

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

TRANCHE 2011											
Départements	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants Intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Hauts-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 878 €	3 575 €	18 863 €	38 314 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 147 €	2 755 €	64 676 €	11 262 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	160 292 €	905 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	362 €	2 037 €	25 314 €	0 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	25 157 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 755 €	2 576 €	97 278 €	0 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	30 552 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	74 075 €	530 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	67 624 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	23 702 €	8 191 €	4 585 €	139 814 €	42 556 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 451 €	113 572 €	28 154 €
Seine-et-Marne	2 297 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 333 €	5 193 €	110 662 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 871 €	794 €	28 154 €	0 €
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 922 €	0 €	68 759 €
Somme	142 102 €	0 €	0 €	393 521 €	2 653 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	427 €	3 620 €	164 847 €	0 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	123 397 €	795 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 058 €	1 851 €	29 169 €	22 523 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	267 683 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 665 €	1 323 €	103 689 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 121 €	97 126 €	0 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	134 802 €	1 061 €	0 €	42 699 €	1 537 €	3 634 €	14 306 €	38 314 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	67 077 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	484 €	654 €	32 096 €	0 €
Seine-Saint-Denis	1 039 441 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	711 €	24 978 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	905 €	906 €	91 389 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	122 737 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL METROPOLE	1 323 351 €	1 107 €	25 664 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	186 361 €	4 650 968 €	856 506 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 €	15 485 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	280 €	24 180 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	772 €	39 665 €	0 €
TOTAL GLOBAL	1 323 351 €	1 107 €	25 664 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	187 133 €	4 690 633 €	856 506 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	TRANCHE 2011										TRANCHE 2011		
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010	
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	Personnels (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1% formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	108 400 €	
Aisne	33 241 €	201 €	238 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 864 €	
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 482 €	
Alpes-de-Haute-Provence	36 458 €	201 €	211 €	0 €	2 656 €	0 €	2 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 163 €	
Hautes-Alpes	39 681 €	201 €	236 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 648 €	
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 837 €	
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	2 101 €	0 €	2 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 961 €	
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	22 765 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	152 789 €	
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 850 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 799 €	
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	16 636 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	199 090 €	
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 578 €	0 €	0 €	0 €	105 016 €	
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 661 €	
Bouches-du-Rhône	33 651 €	201 €	240 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	252 482 €	
Calvados	56 960 €	201 €	332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 492 €	
Cantal	28 419 €	201 €	204 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	288 897 €	
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	71 505 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 118 €	
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	75 561 €	0 €	0 €	36 964 €	0 €	0 €	0 €	322 678 €	
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 048 €	
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 324 €	
Corse-du-Sud	229 411 €	1 207 €	1 615 €	0 €	33 010 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 422 €	
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 833 €	
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 447 €	
Côtes-d'Armor	91 591 €	604 €	577 €	24 230 €	83 296 €	0 €	0 €	34 050 €	0 €	0 €	0 €	332 165 €	
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	14 222 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	147 516 €	
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	544 683 €	
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 133 €	
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 072 €	0 €	0 €	0 €	0 €	113 946 €	
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	25 523 €	0 €	0 €	95 714 €	0 €	0 €	0 €	207 861 €	
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 639 €	0 €	0 €	0 €	213 185 €	
Finistère	29 798 €	201 €	213 €	0 €	111 299 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	379 048 €	
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	175 329 €	

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	TRANCHÉ 2011										TRANCHÉ 2011		
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)						Personnels de l'intérieur (FSL)		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)		1% formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 690 €	
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	19 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 519 €	
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	112 663 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	276 539 €	
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	109 008 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 452 €	
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	64 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	256 302 €	
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	45 967 €	0 €	56 182 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 936 €	
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 325 €	48 213 €	0 €	0 €	0 €	136 156 €	
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	130 799 €	
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 083 €	0 €	0 €	0 €	141 833 €	
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	15 469 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 714 €	
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 494 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 162 €	
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	55 161 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 408 €	
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	38 292 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	237 838 €	
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	43 638 €	0 €	43 319 €	0 €	0 €	0 €	0 €	486 522 €	
Loiret	36 790 €	201 €	214 €	0 €	62 427 €	0 €	0 €	143 216 €	0 €	0 €	0 €	99 633 €	
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 631 €	
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	38 817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 341 €	
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	177 094 €	
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	196 569 €	
Manche	28 419 €	201 €	204 €	0 €	28 280 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 437 €	
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €	
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €	
Moyenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 082 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 332 €	
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 399 €	
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	131 222 €	
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 581 €	0 €	37 955 €	195 €	0 €	30 891 €	
Moselle	153 872 €	805 €	1 064 €	0 €	79 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	313 120 €	
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 358 €	0 €	0 €	0 €	0 €	168 641 €	
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	91 935 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	221 808 €	
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	108 863 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 004 €	
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	343 072 €	
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	278 520 €	
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	52 665 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	191 169 €	
Pyénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	28 771 €	65 930 €	0 €	0 €	116 034 €	0 €	0 €	0 €	366 171 €	

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	TRANCHÉ 2011										TRANCHÉ 2011		
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2011		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010	
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (Personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	19 032 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	84 662 €
Pyrénées-Orientales	40 985 €	201 €	242 €	0 €	15 177 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 445 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	18 387 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 227 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 303 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 016 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	115 846 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	30 354 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	139 963 €
Saône-et-Loire	64 913 €	402 €	377 €	0 €	49 294 €	0 €	0 €	24 427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 244 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	292 582 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 556 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	25 684 €	0 €	5 546 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	250 077 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	144 177 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	80 157 €	0 €	20 824 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 427 €
Deux-Sèvres	64 709 €	402 €	420 €	0 €	12 608 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 800 €
Somme	83 561 €	604 €	601 €	0 €	49 294 €	0 €	2 417 €	0 €	35 288 €	205 €	0 €	0 €	184 313 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 778 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	674 753 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 672 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	184 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 189 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	65 609 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	246 025 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	170 546 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 929 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	411 203 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 113 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	5 691 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 938 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 165 €	0 €	62 295 €	263 €	0 €	0 €	134 873 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	241 586 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 557 €
Hauts-de-Seine	29 505 €	201 €	212 €	0 €	111 227 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	174 379 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	135 422 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 200 552 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	62 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 312 €
Val-d'Oise	39 624 €	201 €	232 €	0 €	43 341 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	206 929 €
TOTAL METROPOLE	1 121 589 €	6 438 €	7 432 €	53 001 €	2 616 149 €	43 165 €	557 025 €	812 284 €	135 538 €	663 €	34 383 €	17 791 043 €	
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 977 €
Martinique	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	62 231 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	1 158 871 €	6 640 €	7 720 €	53 001 €	2 616 149 €	43 165 €	557 025 €	812 284 €	135 538 €	663 €	34 383 €	17 869 250 €	

Apparissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	TRANCHÉ 2012										Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	TRANCHÉ 2012		
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)				
	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)			Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	302 787 €	2 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	305 176 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 748 €	686 €	0 €	0 €	62 806 €	0 €	0 €	197 240 €
Gironde	7 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	217 025 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 019 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	48 018 €	266 €	0 €	0 €	89 024 €	0 €	0 €	137 308 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 663 €	640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 303 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	201 646 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	202 973 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	322 011 €	1 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	323 915 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 220 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 486 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	339 016 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 139 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 542 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 808 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire-Atlantique	5 195 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 954 €	1 062 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	7 116 €	355 929 €
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Lot	20 153 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 371 €	1 171 €	0 €	0 €	31 403 €	0 €	0 €	234 098 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	222 320 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 912 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 625 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 890 €
Maine-et-Loire	0 €	83 525 €	355 €	0 €	0 €	0 €	173 048 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	586 464 €
Manche	0 €	113 412 €	491 €	0 €	0 €	0 €	57 680 €	266 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	201 052 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	177 998 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	179 325 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Meuse	0 €	93 407 €	466 €	0 €	0 €	0 €	94 746 €	530 €	0 €	0 €	31 403 €	0 €	0 €	220 552 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 912 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	61 178 €
Moselle	41 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	295 223 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	296 705 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 138 €	530 €	0 €	0 €	30 618 €	0 €	0 €	148 201 €
Nord	0 €	80 892 €	457 €	0 €	0 €	0 €	162 014 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	163 341 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	59 898 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 513 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	383 272 €	2 170 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	50 819 €
Puy-de-Dôme	0 €	84 311 €	355 €	0 €	0 €	0 €	378 254 €	2 123 €	0 €	0 €	14 802 €	0 €	0 €	385 442 €
Pyrénées-Atlantiques	42 043 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	405 298 €	2 919 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	479 645 €

Apparition en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparition en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	TRANCHÉ 2012												
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009			Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	184 000 €	1 327 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	214 530 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 609 €	530 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	111 342 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	44 243 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 531 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 255 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 785 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Haute-Saône	12 121 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 190 €	796 €	0 €	0 €	0 €	14 884 €	124 991 €
Saône-et-Loire	46 372 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	46 372 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	70 098 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 294 €	90 923 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	77 748 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 279 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 529 €	1 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 277 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-et-Marne	81 836 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	428 405 €	2 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	512 895 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	95 766 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	96 296 €
Deux-Sèvres	0 €	66 355 €	340 €	0 €	0 €	0 €	70 747 €	530 €	17 522 €	0 €	0 €	0 €	155 494 €
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	258 048 €	1 858 €	0 €	0 €	0 €	0 €	259 906 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	56 679 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	56 944 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	262 759 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 241 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 999 €	1 062 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 061 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienna	4 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 362 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 487 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 017 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	36 873 €	0 €	0 €	330 253 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	369 249 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	5 619 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 619 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 838 €	686 €	23 362 €	0 €	0 €	0 €	162 886 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 651 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 181 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	106 483 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	107 014 €
TOTAL METROPOLE	347 239 €	589 805 €	2 805 €	36 873 €	962 000 €	6 369 €	9 601 511 €	61 799 €	590 104 €	302 842 €	2 569 €	408 632 €	13 059 382 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	347 239 €	589 805 €	2 805 €	36 873 €	962 000 €	6 369 €	9 601 511 €	61 799 €	590 104 €	302 842 €	2 569 €	408 632 €	13 059 382 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants déduits de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	TRANCHÉ 2013				TRANCHÉ 2014						
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011						
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013	Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012	TRANCHÉ 2014
Ain	0 €	0 €	0 €	181 016 €	1 078 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	332 573 €	2 156 €	0 €	30 146 €	275 €	30 421 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 421 €	650 €	0 €	41 683 €	275 €	41 958 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	58 244 €	0 €	269 €	0 €	31 438 €	89 951 €	0 €	0 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	35 943 €	269 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	220 622 €	1 375 €	221 997 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 416 €	550 €	99 966 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 408 €	275 €	72 683 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	47 770 €	269 €	0 €	0 €	0 €	48 039 €	0 €	0 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	199 018 €	1 347 €	0 €	0 €	0 €	200 365 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	27 400 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 400 €	0 €	0 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	227 395 €	1 347 €	0 €	228 742 €	0 €	0 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €
Cher	0 €	0 €	9 414 €	0 €	0 €	37 881 €	269 €	0 €	47 564 €	0 €	0 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 046 €	269 €	0 €	35 315 €	1 101 €	224 518 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 089 €	427 €	0 €	74 515 €	0 €	0 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 710 €	269 €	0 €	32 979 €	0 €	0 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 601 €	158 €	0 €	39 759 €	275 €	31 954 €
Creuse	0 €	0 €	30 490 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	61 108 €	0 €	0 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	151 565 €	966 €	30 209 €	182 740 €	0 €	0 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	157 091 €	1 101 €	158 192 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	72 669 €	539 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €	539 €	27 063 €	160 242 €	275 €	50 857 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définis de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	TRANCHÉ 2013					TRANCHÉ 2014				
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013	Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 436 €	158 €	0 €	0 €	0 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	50 249 €	275 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 916 €	275 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	73 121 €	539 €	30 618 €	200 016 €	1 101 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 664 €	269 €	30 209 €	34 182 €	275 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	103 656 €	275 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 738 €	1 375 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	0 €	0 €
Loiret	0 €	0 €	3 251 €	121 605 €	539 €	0 €	0 €	0 €	125 395 €	0 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	48 648 €	269 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	48 917 €	0 €
Manche	115 503 €	508 €	95 303 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Marne	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	211 314 €	0 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	96 048 €	539 €	0 €	0 €	0 €	9 101 €	0 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	96 587 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	10 916 €	0 €	0 €	40 118 €	381 €	30 209 €	0 €	0 €
Meuse	0 €	0 €	38 513 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 375 €	550 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	122 072 €	825 €
Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 038 €	275 €
Nord	0 €	0 €	0 €	36 051 €	269 €	36 051 €	269 €	30 209 €	0 €	0 €
Oise	0 €	0 €	16 844 €	0 €	0 €	38 036 €	269 €	30 209 €	52 203 €	275 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	46 622 €	275 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 351 €	539 €	0 €	0 €	0 €
Puy-de-Dôme	45 239 €	209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	37 171 €	275 €
Pyénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 132 €	269 €	0 €	0 €	0 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	TRANCHÉ 2013					TRANCHÉ 2013			TRANCHÉ 2014		
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHÉ 2014	
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013	Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012	TRANCHÉ 2014
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 309 €	539 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 858 €	275 €	34 133 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	32 127 €	381 €	0 €	0 €	0 €	32 508 €	0 €	0 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 256 €	269 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	80 561 €	539 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 702 €	38 910 €	275 €	39 185 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 493 €	41 059 €	275 €	41 334 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 182 €	427 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Deux-Sèvres	35 670 €	165 €	32 149 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Somme	0 €	0 €	0 €	61 467 €	269 €	0 €	0 €	0 €	67 984 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	61 736 €	0 €	0 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	40 431 €	269 €	0 €	0 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 700 €	0 €	0 €	0 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vosges	0 €	0 €	18 750 €	0 €	0 €	38 385 €	269 €	0 €	68 574 €	275 €	68 849 €
Yonne	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 404 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	97 150 €	539 €	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 689 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	179 628 €	808 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	180 436 €	0 €	0 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	51 350 €	269 €	0 €	0 €	0 €	76 249 €	275 €	76 524 €
TOTAL METROPOLE	196 412 €	882 €	296 861 €	1 165 803 €	7 115 €	2 024 831 €	12 326 €	592 667 €	2 186 927 €	12 933 €	2 199 860 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	114 466 €	550 €	115 016 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	114 466 €	550 €	115 016 €
TOTAL GLOBAL	196 412 €	882 €	296 861 €	1 165 803 €	7 115 €	2 024 831 €	12 326 €	592 667 €	2 301 393 €	13 483 €	2 314 876 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LLFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	TRANCHE 2015		TRANCHE 2016		TRANCHE 2017				TOTAL tranches 2005 à 2017	
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			TRANCHE 2017
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017		
Alsace	5 897 €	0 €	7 581 €	0 €	4 302 €	983 €	0 €	5 295 €	30 122 066 €	
Alsace	1 966 €	0 €	7 581 €	0 €	0 €	0 €	3 640 €	4 302 €	27 208 148 €	
Allier	2 293 €	0 €	8 899 €	0 €	0 €	0 €	1 655 €	331 €	21 603 803 €	
Alpes-de-Haute-Provence	7 208 €	0 €	989 €	0 €	0 €	0 €	1 655 €	662 €	15 633 903 €	
Hautes-Alpes	4 259 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	983 €	6 949 €	11 704 734 €	
Alpes-Maritimes	7 208 €	0 €	3 625 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	1 655 €	44 914 942 €	
Ardèche	0 €	0 €	4 285 €	0 €	3 971 €	3 971 €	0 €	7 942 €	21 174 567 €	
Ardennes	8 518 €	0 €	330 €	0 €	0 €	0 €	662 €	662 €	18 502 800 €	
Ariège	1 966 €	0 €	2 307 €	0 €	2 647 €	3 971 €	3 640 €	4 302 €	11 153 799 €	
Aube	655 €	0 €	330 €	0 €	2 647 €	3 971 €	0 €	6 618 €	20 390 554 €	
Aude	5 242 €	0 €	4 614 €	0 €	0 €	0 €	983 €	1 985 €	20 769 767 €	
Aveyron	6 880 €	0 €	989 €	0 €	331 €	331 €	0 €	662 €	21 683 659 €	
Bouches-du-Rhône	16 709 €	0 €	330 €	0 €	331 €	331 €	0 €	662 €	64 840 927 €	
Calvados	0 €	0 €	3 625 €	0 €	1 655 €	2 316 €	0 €	3 971 €	31 560 055 €	
Cantal	7 208 €	0 €	8 240 €	0 €	662 €	0 €	0 €	662 €	16 301 721 €	
Charente	5 897 €	0 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	662 €	662 €	17 568 537 €	
Charente-Maritime	16 381 €	0 €	5 273 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	1 324 €	28 716 507 €	
Cher	5 242 €	0 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	3 971 €	4 302 €	18 101 933 €	
Corrèze	2 621 €	0 €	5 603 €	0 €	0 €	0 €	6 949 €	7 611 €	21 031 683 €	
Corse-du-Sud	1 966 €	0 €	3 625 €	0 €	0 €	0 €	662 €	3 309 €	6 199 753 €	
Haute-Corse	0 €	0 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	662 €	2 978 €	5 854 010 €	
Côte-d'Or	13 105 €	0 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	1 985 €	31 645 677 €	
Côtes-d'Armor	1 638 €	0 €	4 285 €	0 €	0 €	0 €	10 589 €	331 €	25 773 738 €	
Creuse	3 931 €	0 €	3 296 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	662 €	12 077 954 €	
Dordogne	13 760 €	0 €	659 €	0 €	331 €	331 €	0 €	331 €	21 749 179 €	
Doubs	8 191 €	0 €	989 €	0 €	0 €	0 €	331 €	0 €	24 248 443 €	
Drôme	9 829 €	0 €	989 €	0 €	0 €	0 €	331 €	662 €	23 299 947 €	
Eure	10 374 €	0 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	2 647 €	2 978 €	27 336 429 €	
Eure-et-Loir	0 €	0 €	4 944 €	0 €	0 €	0 €	2 978 €	3 309 €	23 669 073 €	
Finistère	5 897 €	0 €	2 637 €	0 €	1 324 €	983 €	0 €	2 316 €	29 317 748 €	
Gard	12 122 €	0 €	2 307 €	0 €	0 €	0 €	331 €	993 €	30 090 011 €	

Apparissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparissent en italique les montants modifiés par la LLFI 2017 ou la LFR 2016.

Départements	FRANCHE 2015				FRANCHE 2016				FRANCHE 2017				TOTAL tranches 2005 à 2017
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option		
	0 €	30 141 €	0 €	30 141 €	0 €	2 637 €	0 €	2 637 €	0 €	0 €	0 €	1 655 €	
Haute-Garonne	0 €	12 122 €	0 €	12 122 €	0 €	1 978 €	0 €	1 978 €	0 €	0 €	662 €	0 €	662 €
Gers	0 €	11 139 €	0 €	11 139 €	0 €	5 273 €	0 €	5 273 €	0 €	0 €	1 985 €	0 €	1 985 €
Gironde	9 829 €	0 €	2 637 €	0 €	2 637 €	0 €	2 637 €	0 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €	1 985 €
Hérault	0 €	17 891 €	0 €	17 891 €	0 €	5 273 €	0 €	5 273 €	0 €	0 €	3 209 €	4 302 €	7 611 €
Ille-et-Vilaine	0 €	11 467 €	0 €	11 467 €	0 €	1 648 €	0 €	1 648 €	0 €	0 €	3 971 €	662 €	4 633 €
Indre	0 €	2 949 €	0 €	2 949 €	0 €	659 €	0 €	659 €	0 €	0 €	2 647 €	1 985 €	4 633 €
Indre-et-Loire	0 €	12 122 €	0 €	12 122 €	0 €	1 648 €	0 €	1 648 €	0 €	0 €	331 €	0 €	331 €
Isère	0 €	4 587 €	0 €	4 587 €	0 €	8 240 €	0 €	8 240 €	0 €	0 €	1 985 €	0 €	1 985 €
Jura	0 €	10 811 €	0 €	10 811 €	0 €	989 €	0 €	989 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Landes	0 €	11 794 €	0 €	11 794 €	3 625 €	0 €	3 625 €	0 €	993 €	1 324 €	0 €	0 €	2 316 €
Loir-et-Cher	4 259 €	0 €	6 592 €	0 €	6 592 €	0 €	6 592 €	0 €	2 978 €	0 €	0 €	0 €	4 302 €
Loire	9 501 €	0 €	330 €	0 €	330 €	0 €	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Loire	0 €	11 139 €	0 €	11 139 €	6 921 €	0 €	6 921 €	0 €	0 €	0 €	662 €	331 €	993 €
Loire-Atlantique	0 €	1 310 €	330 €	1 310 €	1 978 €	0 €	1 978 €	0 €	1 985 €	331 €	0 €	0 €	2 316 €
Loiret	1 310 €	0 €	983 €	0 €	2 637 €	0 €	2 637 €	0 €	0 €	0 €	331 €	1 655 €	1 985 €
Lot	0 €	5 897 €	0 €	5 897 €	659 €	0 €	659 €	0 €	0 €	0 €	331 €	1 324 €	1 655 €
Lot-et-Garonne	1 966 €	0 €	1 966 €	0 €	330 €	0 €	330 €	0 €	662 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €
Lozère	0 €	6 552 €	0 €	6 552 €	2 966 €	0 €	2 966 €	0 €	0 €	0 €	662 €	0 €	993 €
Maine-et-Loire	0 €	8 518 €	0 €	8 518 €	659 €	0 €	659 €	0 €	0 €	0 €	3 640 €	993 €	4 633 €
Manche	5 242 €	0 €	4 285 €	0 €	4 285 €	0 €	4 285 €	0 €	3 971 €	0 €	6 287 €	0 €	10 258 €
Marne	655 €	0 €	1 978 €	0 €	1 978 €	0 €	1 978 €	0 €	6 618 €	0 €	2 647 €	0 €	9 265 €
Haute-Marne	4 914 €	0 €	4 914 €	0 €	2 307 €	0 €	2 307 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	993 €
Mayenne	0 €	1 966 €	0 €	1 966 €	989 €	0 €	989 €	0 €	0 €	0 €	7 942 €	1 324 €	9 265 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	5 570 €	0 €	5 570 €	1 648 €	0 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	331 €	2 316 €	2 647 €
Meuse	0 €	328 €	0 €	328 €	2 637 €	0 €	2 637 €	0 €	0 €	0 €	3 971 €	662 €	4 633 €
Morbihan	0 €	5 897 €	0 €	5 897 €	3 296 €	0 €	3 296 €	0 €	0 €	0 €	3 309 €	6 949 €	25 910 045 €
Moselle	0 €	6 880 €	0 €	6 880 €	659 €	0 €	659 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	0 €	43 732 793 €
Nièvre	0 €	6 225 €	0 €	6 225 €	989 €	0 €	989 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	17 517 593 €
Nord	0 €	9 829 €	0 €	9 829 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	86 635 785 €
Oise	1 966 €	0 €	1 966 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 618 €	0 €	0 €	0 €	31 256 890 €
Orne	0 €	11 467 €	0 €	11 467 €	5 273 €	0 €	5 273 €	0 €	0 €	0 €	662 €	0 €	19 572 505 €
Pas-de-Calais	0 €	22 933 €	0 €	22 933 €	659 €	0 €	659 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	61 425 834 €
Puy-de-Dôme	0 €	14 415 €	0 €	14 415 €	1 648 €	0 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	662 €	0 €	39 920 816 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 222 421 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Départements	TRANCHE 2015		TRANCHE 2016		TRANCHE 2017				TOTAL tranches 2005 à 2017
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	
Hauts-Pyrénées	0 €	4 259 €	0 €	1 978 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 935 €
Pyrénées-Orientales	0 €	11 794 €	0 €	659 €	0 €	0 €	0 €	993 €	1 985 €
Bas-Rhin	328 €	0 €	989 €	989 €	3 640 €	8 604 €	0 €	0 €	12 244 €
Haut-Rhin	0 €	655 €	0 €	2 637 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 280 €
Rhône	15 071 €	0 €	2 307 €	0 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €	1 985 €
Haute-Saône	0 €	1 966 €	0 €	6 921 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €
Saône-et-Loire	328 €	0 €	320 €	0 €	662 €	662 €	0 €	0 €	1 324 €
Sarthe	1 638 €	0 €	3 625 €	0 €	3 625 €	10 920 €	0 €	0 €	10 920 €
Savoie	14 743 €	0 €	3 625 €	3 625 €	1 324 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €
Haute-Savoie	0 €	14 415 €	0 €	330 €	0 €	0 €	0 €	331 €	1 655 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	4 259 €	0 €	1 978 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-et-Marne	0 €	5 897 €	0 €	2 966 €	0 €	0 €	0 €	5 956 €	9 927 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	662 €	993 €
Deux-Sèvres	0 €	9 173 €	0 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Somme	13 105 €	0 €	1 648 €	0 €	0 €	331 €	0 €	0 €	331 €
Tarn	0 €	9 173 €	0 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 655 €
Tarn-et-Garonne	4 259 €	0 €	2 966 €	0 €	331 €	1 324 €	0 €	0 €	1 655 €
Var	0 €	4 914 €	0 €	989 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 978 €
Vaucluse	0 €	3 931 €	0 €	659 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 985 €
Vendée	2 621 €	0 €	8 240 €	0 €	4 964 €	5 625 €	0 €	0 €	10 589 €
Vienne	0 €	655 €	0 €	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 985 €
Haute-Vienne	0 €	5 897 €	0 €	2 966 €	0 €	0 €	0 €	662 €	2 647 €
Vosges	0 €	9 501 €	0 €	3 625 €	0 €	0 €	0 €	993 €	2 978 €
Yonne	10 484 €	0 €	6 592 €	0 €	331 €	662 €	0 €	0 €	993 €
Territoire-de-Belfort	2 949 €	0 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	659 €	0 €	0 €	0 €	0 €	331 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	662 €
Val-d'Oise	1 638 €	0 €	1 648 €	0 €	0 €	3 640 €	0 €	0 €	993 €
TOTAL METROPOLE	183 795 €	439 884 €	85 364 €	157 544 €	54 289 €	58 902 €	120 782 €	67 506 €	301 459 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	993 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	993 €
TOTAL GLOBAL	183 795 €	439 884 €	85 364 €	157 544 €	54 289 €	58 902 €	120 782 €	68 499 €	302 452 €

Apparaissent en gras, outre les totaux, les montants définitifs de compensation, constatés par arrêté interministériel (publié ou en cours de publication). Apparaissent en italique les montants modifiés par la LFI 2017 ou la LFR 2016.

ANNEXE 4

**TABLEAU 1 : LA COMPENSATION FINANCIÈRE DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES AUX RÉGIONS
SOUS FORME DE DGD POUR 2017 (HORS DGD-ROM)**

REGIONS	Programme 119							TOTAL
	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Ajustement de la compensation en année pleine des postes devenus vacants en 2015	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Compensation en année pleine des postes devenus vacants en 2016	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Ajustement de la compensation des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2016	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Ajustement de la compensation des dépenses d'action sociale HT2 des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2016	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Compensation des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2017	Services des ports transférés au 1er janvier 2008. Compensation des dépenses d'action sociale HT2 des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2017	TOTAL	
Auvergne - Rhône-Alpes							0 €	
Bourgogne - Franche-Comté							0 €	
Bretagne					231 996 €	585 €	232 581 €	
Centre - Val-de-Loire							0 €	
Corse							0 €	
Grand-Est							0 €	
Hauts-de-France	29 750 €	30 516 €			141 002 €	351 €	201 619 €	
Ile-de-France							0 €	
Normandie		30 516 €			89 353 €	234 €	120 103 €	
Nouvelle Aquitaine		30 516 €			96 990 €	234 €	127 740 €	
Occitanie		61 032 €	-165 377 €		447 749 €	1 288 €	344 225 €	
Pays de la Loire							0 €	
Provence-Alpes-Côte d'Azur							0 €	
TOTAL METROPOLE	29 750 €	152 580 €	-165 377 €	-467 €	1 007 090 €	2 693 €	1 026 269 €	
Guadeloupe							0 €	
Martinique							0 €	
Guyane							0 €	
Réunion							0 €	
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
TOTAL	29 750 €	152 580 €	-165 377 €	-467 €	1 007 090 €	2 693 €	1 026 269 €	

TABLEAU 2 : LA COMPENSATION FINANCIÈRE DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES AUX DÉPARTEMENTS
SOUS FORME DE DGD POUR 2017

DEPARTEMENTS	Programme 119 Mise en œuvre de la loi du 11/10/1985
Haute-Saône	
Saône-et-Loire	
Sarthe	
Savoie	
Haute-Savoie	
Paris	
Seine-Maritime	
Seine-et-Marne	
Yvelines	
Deux-Sèvres	
Somme	
Tam	
Tarn-et-Garonne	
Var	
Vaucluse	
Vendée	
Vienne	
Haute-Vienne	
Vosges	
Yonne	
Territoire-de-Belfort	
Essonne	
Hauts-de-Seine	
Seine-Saint-Denis	
Val-de-Marne	
Val-d'Oise	
TOTAL METROPOLE	183 748 €
Guadeloupe	
Martinique	
Guyane	
Réunion	
TOTAL OUTRE-MER	0 €
TOTAL	183 748 €

DEPARTEMENTS	Programme 119 Mise en œuvre de la loi du 11/10/1985
Ille-et-Vilaine	
Indre	
Indre-et-Loire	
Isère	
Jura	
Landes	
Loir-et-Cher	
Loire	
Haute-Loire	
Loire-Atlantique	
Loiret	
Lot	
Lot-et-Garonne	
Lozère	
Maine-et-Loire	
Manche	
Marne	
Haute-Marne	
Mayenne	
Meurthe-et-Moselle	
Meuse	
Morbihan	
Moselle	
Nièvre	
Nord	58 860 €
Oise	
Ome	
Pas-de-Calais	
Puy-de-Dôme	
Pyénées-Atlantiques	
Hautes-Pyrénées	
Pyénées-Orientales	
Bas-Rhin	
Haut-Rhin	
Rhône	59 975 €

DEPARTEMENTS	Programme 119 Mise en œuvre de la loi du 11/10/1985
Ain	
Aisne	
Allier	
Alpes-de-Haute-Provence	
Hautes-Alpes	
Alpes-Maritimes	
Ardèche	
Ardennes	
Ariège	
Aube	
Aude	
Aveyron	
Bouches-du-Rhône	
Calvados	
Cantal	
Charente	
Charente-Maritime	64 913 €
Cher	
Corrèze	
Corse-du-Sud	
Haute-Corse	
Côte-d'Or	
Côtes-d'Armor	
Creuse	
Dordogne	
Doubs	
Drôme	
Eure	
Eure-et-Loir	
Finistère	
Gard	
Haute-Garonne	
Gers	
Gironde	
Hérault	

TABLEAU 3 : LA COMPENSATION FINANCIÈRE DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES AUX STIF, AUX COMMUNES ET GROUPEMENTS DE COMMUNES (DGD) POUR 2017

Programme 119								
	Compensation du transfert des aérodromes - Ajustement compensation prorata temporis 2015 des postes devenus vacants en 2015	Compensation du transfert des aérodromes - Compensation des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2017	Compensation du transfert des aérodromes - dépenses d'action sociale HT2 des personnels OPA ayant opté pour leur intégration au 01/01/2017	Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Ajustement de la compensation des agents de la 1ère vague ayant opté pour l'intégration au 01/01/2016	Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Ajustement de la compensation des dépenses d'action sociale HT2 des personnels ayant opté au 01/01/2016	Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Compensation des personnels ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - dépenses d'action sociale HT2 des personnels ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Ajustement poste devenu vacant en 2015
Syndicat mixte du pôle d'activités de Villaroche	29 750 €	44 504 €	117 €	146 414 €	233 €	135 123 €	468 €	1 549 €
Institut interdépartemental du bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN)								
TOTAL	29 750 €	44 504 €	117 €	146 414 €	233 €	135 123 €	468 €	1 549 €

ANNEXE 5

RÉPARTITION DE LA COMPENSATION DE LA NOUVELLE PRIME D'APPRENTISSAGE VERSÉE
EN LFI 2017 SOUS-FORME DE TICPE

	Entreprises de moins de 11 salariés			Entreprises de plus de 11 salariés			NB Total contrats 31 déc. 2013	Compensation nouvelle prime Entreprises -11S total contrats x 1000€
	1ère année	2ème année	3ème année	1ère année	2ème année	3ème année		
Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine	11 551	9 664	1 125	9 032	6 659	1 212	39 243	22 340 000 €
ALSACE	4 032	3 037	273	4 023	2 848	476	14 689	7 342 000 €
CHAMPAGNE-ARDENNE	2 617	2 000	183	1 897	1 289	213	8 199	4 800 000 €
LORRAINE	4 902	4 627	669	3 112	2 522	523	16 355	10 198 000 €
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	11 682	8 598	899	6 925	4 939	604	33 647	21 179 000 €
AQUITAINE	6 057	4 397	542	3 627	2 547	270	17 440	10 996 000 €
LIMOUSIN	1 261	956	60	598	516	65	3 456	2 277 000 €
POITOU-CHARENTES	4 364	3 245	297	2 700	1 876	269	12 751	7 906 000 €
Auvergne, Rhône-Alpes	14 813	12 920	1 468	9 422	8 755	2 413	49 791	29 201 000 €
AUVERGNE	2 987	1 825	116	1 538	983	139	7 588	4 928 000 €
RHONE-ALPES	11 826	11 095	1 352	7 884	7 772	2 274	42 203	24 273 000 €
Bourgogne, Franche-Comté	6 614	4 594	418	3 679	2 784	450	18 539	11 626 000 €
BOURGOGNE	3 465	2 485	244	1 738	1 366	233	9 531	6 194 000 €
FRANCHE-COMTE	3 149	2 109	174	1 941	1 418	217	9 008	5 432 000 €
Bretagne	6 524	4 176	341	3 808	2 291	370	17 510	11 041 000 €
Centre Val de Loire	6 417	4 503	361	4 445	2 815	413	18 954	11 281 000 €
Corse	730	670	44	329	281	26	2 080	1 444 000 €
Ile-de-France	15 866	12 335	1 619	31 861	16 722	2 857	81 260	29 820 000 €
Nord - Pas-de-Calais, Picardie	10 078	7 123	631	7 233	5 302	872	31 239	17 832 000 €
NORD-PAS-DE-CALAIS	6 874	4 695	455	5 033	3 514	564	21 135	12 024 000 €
PICARDIE	3 204	2 428	176	2 200	1 788	308	10 104	5 808 000 €
Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées	11 564	7 271	451	6 319	4 203	642	30 450	19 286 000 €
LANGUEDOC-ROUSSILLON	5 947	3 759	224	2 964	1 867	248	15 009	9 930 000 €
MIDI-PYRENEES	5 617	3 512	227	3 355	2 336	394	15 441	9 356 000 €
Normandie	8 102	5 483	385	4 630	3 312	510	22 422	13 970 000 €
BASSE-NORMANDIE	3 691	2 428	200	1 905	1 303	193	9 720	6 319 000 €
HAUTE-NORMANDIE	4 411	3 055	185	2 725	2 009	317	12 702	7 651 000 €
Pays de la Loire	9 136	6 648	575	6 040	4 368	722	27 489	16 359 000 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9 847	8 811	954	4 644	4 158	1 239	29 653	19 611 849 €
Guadeloupe	289	144	9	160	43	3	648	442 000 €
Guyane	142	39	0	320	67	0	568	181 000 €
Martinique	833	693	257	93	77	29	1 982	1 783 000 €
Réunion	1 843	1 199	122	529	379	56	4 128	3 164 000 €
Mayotte	168	84	0	0	0	0	252	252 000 €
FRANCE ENTIERE	126 199	94 955	9 659	99 469	67 155	12 418	409 855	230 812 849 €

ANNEXE 6

LE PARTAGE DÉFINITIF DES SERVICES, PAR DÉCRET EN CONSEIL D'ÉTAT

Les décrets ayant fait l'objet d'une publication sont énumérés dans le tableau suivant :

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services transférés au 1^{er} janvier 2006			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les collèges et les lycées et services gestionnaires des personnels TOS (ministère de l'éducation nationale)	Décret n° 2005-1631 du 26 décembre 2005	27 décembre 2005	1 ^{er} janvier 2006
Services transférés au 1^{er} janvier 2007			
Services exerçant les compétences en matière de routes départementales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1341 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1342 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de fonds de solidarité pour le logement (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1343 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences dans les ports départementaux maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1344 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées agricoles et services gestionnaires des personnels TOS des lycées agricoles (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2006-1756 du 23 décembre 2006	30 décembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services transférés au 1^{er} février 2007			
Services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel (ministère de la culture)	Décret n° 2007-20 du 4 janvier 2007	6 janvier 2007	1 ^{er} février 2007
Services transférés au 1^{er} septembre 2007			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées professionnels maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-778 du 10 mai 2007	11 mai 2007	1 ^{er} septembre 2007
Services transférés au 1^{er} janvier 2008			
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (portions résiduelles) et transfert des services au département de la Seine-Saint-Denis exerçant les compétences en matière de routes départementales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1614 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services exerçant les compétences dans le domaine des aérodromes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1615 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports d'intérêt national (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1616 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1617 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau - 5 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1618 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier - 1 ^{re} vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2007-1946 du 26 décembre 2007	1 ^{er} janvier 2008	1 ^{er} janvier 2008
Services transférés au 1^{er} janvier 2009			
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales (ministère de l'intérieur et ministère chargé des affaires sociales)	Décret n° 2008-791 du 20 août 2008	21 août 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau au profit de 3 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1377 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 au profit de la Communauté d'agglomération de Morlaix (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1378 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales - Transfert au département de la Guyane et à la région Réunion et transfert de portions résiduelles de routes nationales à 10 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1379 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales - Modification du décret du 20 août 2008 (ministère de l'intérieur et ministère chargé des affaires sociales)	Décret n° 2008-1450 du 22 décembre 2008	31 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 2 ^e vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2008-1552 du 31 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009
Services transférés au 1^{er} septembre 2009			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences transférées au STIF en matière de plan de déplacements urbains, d'organisation et de fonctionnement des transports scolaires et de remboursement des frais de déplacement des élèves et des étudiants handicapés (MEDDTL, ministères de l'intérieur et de l'éducation nationale)	Décret n° 2009-954 du 29 juillet 2009	2 août 2009	1 ^{er} septembre 2009
Services transférés au 1^{er} janvier 2010			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Bretagne au 1 ^{er} janvier 2008 et participant à l'exercice des compétences sur le domaine public fluvial du port de Saint-Laurent-du-Maroni dont la propriété a été transférée à la communauté de communes de l'Ouest guyanais au 1 ^{er} janvier 2009 (MEDDTL)	Décret n°2009-1622 du 23 décembre 2009	26 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 3 ^e vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n°2009-1669 du 29 décembre 2009	30 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services chargés de la délivrance des autorisations préalables au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation (ministère de l'intérieur et MEDDTL)	Décret n°2009-1726 du 30 décembre 2009	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services transférés au 1^{er} janvier 2011			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Alsace, au département du Bas-Rhin et à la Communauté urbaine de Strasbourg (ministère de l'agriculture)	Décret n°2010-1756 du 30 décembre 2010	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2011
Services transférés au 1^{er} janvier 2012			
Services déconcentrés chargés du domaine public fluvial non navigable de la Vire et du canal de Vire-Taute dont la propriété a été transférée au syndicat pour le développement du Saint-Lois (ministère de l'écologie)	Décret n°2011-2017 du 29 décembre 2011	30 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2012

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services transférés au 1^{er} janvier 2014			
Services déconcentrés chargés du domaine public fluvial du Var dont la propriété a été transférée au département des Alpes-Maritimes (ministère de l'écologie)	Décret n°2013-1206 du 23 décembre 2013	24 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2014
Services transférés au 1^{er} janvier 2015			
Services déconcentrés du domaine public fluvial de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes (ministère de l'écologie)	Décret n° 2014-1558 du 22 décembre 2014	24 décembre 2014	1 ^{er} janvier 2015
Services déconcentrés participant aux missions de l'autorité de gestion des programmes européens financés au titre du fonds social européen ou du fonds européen de développement régional ou du fonds européen agricole pour le développement rural (ministères de l'intérieur, de l'écologie, de l'agriculture, du travail, de l'économie, de la culture et services du premier ministre)	Décret n° 2015-783 du 29 juin 2015	30 juin 2015	1 ^{er} juillet 2015 pour les services mis à disposition avant le 1 ^{er} avril 2015, sinon 1 ^{er} janvier de l'année suivant la mise à disposition
Services transférés au 1^{er} janvier 2017			
Services déconcentrés participant à l'exercice de la compétence des centres de ressources, d'expertises et de performances sportives (ministère des sports)	Décrets n° 2016-1055 du 1 ^{er} août 2016 et n°2016-1803 du 20 décembre 2016	3 août et 22 décembre 2016	1 ^{er} janvier 2017
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences en matière de formation professionnelle transférés par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ministère de la justice)	Décret n°2016-1678 du 26 décembre 2016	28 décembre 2016	1 ^{er} janvier 2017